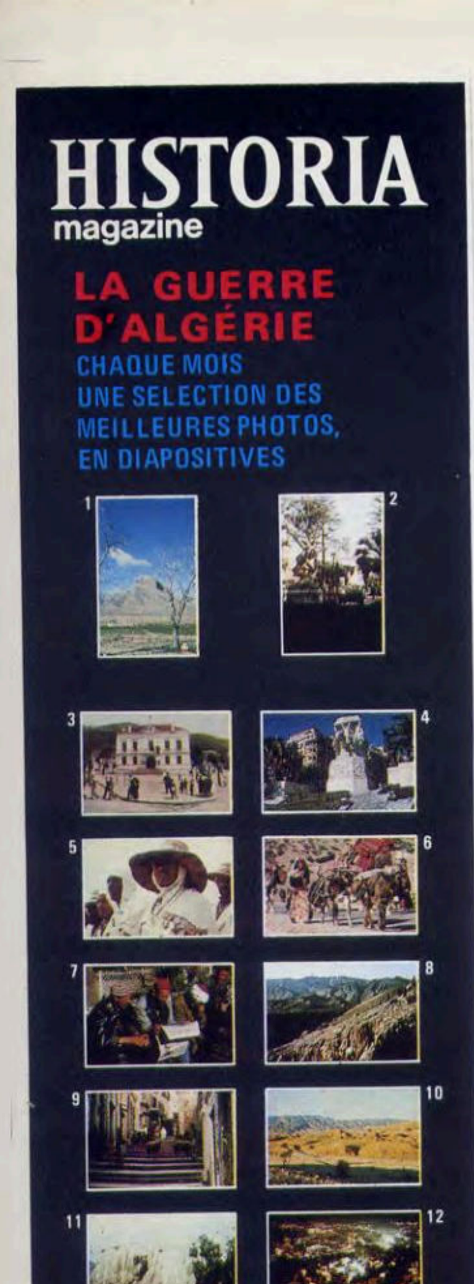

HISTORIA
magazine
48
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 243 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER
LA GUERRE
D'ALGÉRIE
PAS DE "BONS OFFICES" DANS LES DJEBELS...



1. Le rocher de M'Lila au sud de Constantine. - 2. Bône, le cours Jérôme-Bertagna. - 3. La mairie de Tizi-Ouzou. - 4. Le monument aux morts d'Alger. - 5. Les anciens de Verdun et du Garigliano. - 6. La route asphaltée des caravaniers dans l'Aurès. - 7. Les nouvelles du dimanche. - 8. En patrouille dans les montagnes du Sud-Ouest Constantinois. - 9. La Casbah. - 10. Dans l'Aurès, vers Baniane. - 11. Hammam-Meskhoutine ou « le bain des damnés ». - 12. Alger, les lumières de la ville.



LES « BONS OFFICES » PROVOQUENT LA CRISE

Jean FONTUGNE

FÉLIX GAILLARD est mis en minorité le 15 avril 1958 par 321 voix contre 255 : la France n'aura pas de gouvernement jusqu'au 13 mai. En Algérie, associations d'anciens combattants, étudiants et lycéens, soutenus par de nombreux parlementaires, s'apprêtent à mobiliser la foule pour dénoncer les incohérences du « système ».

En joignant leurs voix pour renverser l'avant-dernier ministère de la IVe République, modérés et communistes avaient permis de mettre un point final aux difficultés de toute sorte rencontrées depuis son investiture par Félix Gaillard. La chute de ce dernier ne faisait aucun doute.

Sur le plan national, en effet, dès le début du mois d'avril 1958, des mouvements sociaux d'une grande ampleur avaient, de plus, paralysé les services publics. Dans la presse, des polémiques violentes étaient engagées au sujet de la torture et des saisies de publications ou de livres, tels que la Question.

Sur le plan international, l'échec de la mission de « bons offices », malgré l'intervention personnelle du président Eisenhower, discréditait la politique suivie par le gouvernement français pour régler le différend franco-tunisien. Après quarante-neuf jours de dialogue avec Murphy et Beeley, Bourguiba obtenait satisfaction. En outre, les États-Unis conseillaient officieusement au F.L.N. de créer un gouvernement provisoire !

A cela s'ajoutait l'aide des mondes arabe et soviétique aux insurgés algériens. Une semaine de solidarité, ouverte au début du mois d'avril, internationaliserait la guerre d'Algérie.

Face à ces multiples difficultés et aux ingérences étrangères, que pouvait faire le président Gaillard? Isolé, il décida de mettre l'Assemblée devant ses responsabilités... et fut renversé. Mais personne n'était prêt à assurer la relève.

En France, la population accueillit avec calme et une sérénité apparente cette nouvelle crise ministérielle. Il n'en sera pas de même en Algérie, où se prépare, avec l'accord tacite de l'armée, la manifestation du 26 avril pour la formation du gouvernement de salut public que Soustelle demande depuis de longs mois.

J. F.

SOMMAIRE N° 243 :


Général Goubard

L'armée de terre l'emportera dans la polémique qui l'oppose aux aviateurs sur la nécessité pour elle de posséder son aviation légère. En 1956, sera créée sa « flotte », l'A.L.A.T.

LES "BIFFINS" ONT DES AILES

EN 1956, une polémique s'instaure entre certains théoriciens de l'armée de terre et de l'armée de l'air. Le motif : on assiste depuis un an à une course aux escadrilles légères entre les deux armées. Aussi bien pour l'une que pour l'autre, il est manifeste qu'une telle division de matériels destinés aux mêmes opérations est une dispersion de moyens ▶


Bergèse

Légère comme un insecte, apparemment fragile, l'*Alouette,* parfois appelée « la Bulle ».



Lahalle

Malgré l'armée de l'air, les « terrestres » piloteront les avions légers.


Quesnel

La maniabilité de l'hélicoptère, qu'on pose où l'on veut, en fait le plus précieux véhicule.



Bergèse

Avions légers. A bord, un pilote, un observate


René Bail

Un appareil du type *Neptune* atterrit sur une piste d'Oranie.


Durand

Les H-21. Prélevés sur la marine.


Général Goubard

Un T-6, avion d'observation : un atterrissage un peu forcé...

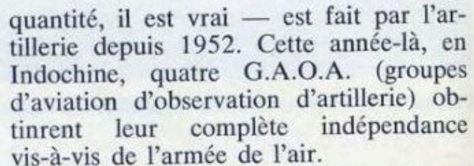

Général Goubard

A Bougie, un appare

Le commandant Crespin crée à Aïn-Arnat, ex-base de la R.A.F., la plus grosse "boutique à hélicos"


Bergèse

Le *Broussard.* Il « remontait » difficilement...



et de personnels contraire à la logique et au rendement.

L'armée de l'air soutient que les avions légers doivent lui revenir entièrement. A son actif, un argument de poids : elle possède l'infrastructure, les pilotes et mécaniciens « de métier » formés sur appareils plus complexes et pour qui l'adaptation au léger est des plus facile. Elle reste cependant très favorable aux officiers observateurs de l'armée de terre qui, à juste titre, représentent la jonction idéale entre les troupes au sol (« trosol » en langage aéronautique) et l'assistance aérienne.

L'armée de terre insiste sur la nécessité de posséder ses propres avions d'observation, à sa disposition immédiate, et envisage même l'emploi d'avions légers d'appui.

On cède les « Criquet »

L'infrastructure et la formation des personnels n'est pas un handicap : les pistes sommaires demandées pourront être faites en quelques jours par le génie, et les avions utilisés, rustiques, ne demandent pas de grandes connaissances de la part des pilotes et mécaniciens. D'autre part, l'emploi de tels avions — en petite quantité, il est vrai — est fait par l'artillerie depuis 1952. Cette année-là, en Indochine, quatre G.A.O.A. (groupes d'aviation d'observation d'artillerie) obtinrent leur complète indépendance vis-à-vis de l'armée de l'air.

On se rendit d'ailleurs vite compte que les services rendus par cette petite aviation ne se limitaient pas au réglage des tirs d'artillerie. En effet, 90 % des missions se faisaient au profit des autres armes ; déjà, la nécessité d'une véritable aviation légère de l'armée de terre se faisait sentir. Quoi qu'il en soit, en 1956, les « terrestres » ont largement fait la preuve qu'ils sont capables de piloter et



L'hélicoptère, ses pales. L'avion « à plumes », comme disent les musulmans...

René Bail



L'*Aquilon*. Chaque division de « biffins » en Algérie en « touchera » 6 ou 8.



Mission : observation, reconnaissance.

Bergèse



Les *Banane*. Elles permettent des héliportages à 1 500 mètres. Mais leur moteur posera vite des problèmes.



Les « biffins », désormais, pilotent « leurs » avions en opérations.

L'écurie de l'aviation légère de l'armée de terre. On retrouvera ses pistes partout. C'est à Aïn-Arnat que le commandant Marceau Crespin fonde la plus grosse base d'hélicoptères en Algérie. Utilisant les installations de la Royal Air Force, implantée là en 1943, Crespin et le capitaine Déodat de Puymontbrun seront les « pionniers » d'Aïn-Arnat, qui est située au sud-ouest de Sétif, près d'un maigre village.



ype *Piper* en attente au sol.

d'entretenir leurs propres avions et que leur efficacité, bien que restreinte par le nombre, n'est nullement contestable.

L'armée de terre obtient gain de cause et dans le cadre d'une réorganisation des divisions stationnées en Algérie, chacune d'elles se verra attribuer un peloton de 6 ou 8 avions. L'A.L.O.A. (aviation légère d'observation d'artillerie) devenue l'A.L.A.T. (aviation légère de l'armée de terre) commencera à s'équiper plus massivement tandis que l'armée de l'air rayera les Morane-500 *Criquet* de ses escadrilles.

Les *Criquet* en service dans l'A.L.A.T. seront eux aussi progressivement cédés au secteur civil (où l'appareil est apprécié pour le remorquage des planeurs) et remplacés par les petits *Piper* L-18 américains jaune canari achetés en grand nombre. Un appareil de conception française, le triplace NC-856 *Norvigie,* peu convaincant en missions de reconnaissançe, sera plus particulièrement affecté à la liaison. Il est passé commande aux U.S.A. de *Piper* L-21 — plus puissants que le L-18 — et de *Cessna* L-19, aux performances intéressantes pour le vol en reliefs accidentés. En France, un concours est lancé aux constructeurs pour la création d'un appareil 100 % français répondant aux besoins de l'A.L.A.T. ; c'est le projet Nord-3400 qui sera retenu par la commission en janvier 1957. Le 6 places (4 passagers) Max-Holste *Broussard* équipera les escadrilles de liaison à partir de 1958.

Mais l'A.L.A.T. veut aussi posséder des avions d'appui-sol. Le Potez-75 semble être l'appareil idéal : conçu pour remplir efficacement toutes les missions permettant d'épauler les « trosol », ce biplace prouve, en 1956, depuis la base de Biskra, qu'il est l'outil de la situation. L'année suivante, 115 exemplaires sont commandés. Mais, faute de crédits, la commande est reportée, puis annulée. Aux frais d'Henri Potez, le constructeur, le prototype restera à la disposition de l'A.L.A.T. Hélas ! le 2 septembre 1958, atterrissant pour expérimentation sur un très mauvais terrain, il capotera. Le général Redon (1), au poste d'observateur, sortira indemne, mais l'adjudant-chef pilote Gay, coincé dans son cockpit, sera brûlé vif. Le projet sera définitivement oublié.

« L'Ouragan »

Côté hélicoptères, l'autorité et la compétence du commandant Crespin n'ont été l'objet d'aucune opposition de la part de l'aviation. Surnommé « l'Ouragan », cet officier, dont le passé prestigieux impose le respect, a mis en place à Aïn-Arnat, dans une ancienne base de la Royal Air Force, au sud-ouest de Sétif, ce qui va devenir la plus grosse « boutique à hélicos » de l'Algérie, le G.H. 2.

Outre l'armée de l'air, l'A.L.A.T. utilise, depuis 1954, en petite quantité, les hélicoptères légers Bell 47-G comme P.C. volants à la disposition des commandants ▶

(1) Commandant l'A.L.A.T.

l'A.L.A.T., (aviation légère de l'armée de terre) partage ses hélicoptères avec la marine

d'unités sur le terrain ou pour l'évacuation rapide des blessés.

Cependant, en 1955, les héliportages de troupes faits par les Sikorsky de l'aviation et de la marine sur les lieux d'opération ont prouvé la valeur de tels appareils dans la contre-guérilla.

En mai 1955, les hélicoptères de transport faisaient défaut (quatre seulement pour tout le Constantinois). Heureusement le parc augmentera assez rapidement, la Défense nationale, finalement convaincue, passera une commande importante aux Américains :

- 50 Sikorsky S-55, dont 6 à la compagnie aérienne belge Sabena et une partie à Westland (construits sous licence en Angleterre) : peuvent transporter de 3 à 5 hommes suivant l'altitude (5 au niveau de la mer). Ces appareils seront à répartir entre l'A.L.A.T. et l'armée de l'air ;
- 50 Sikorsky S-58, pouvant transporter 10 hommes. Seront attribués à l'armée de l'air et à la marine ;
- 50 Vertol H-21 *Banane volante*, appareil birotor prévu pour le transport de 10 hommes (au niveau de la mer). Seront répartis entre l'A.L.A.T. et la marine.

L'œil des troupes

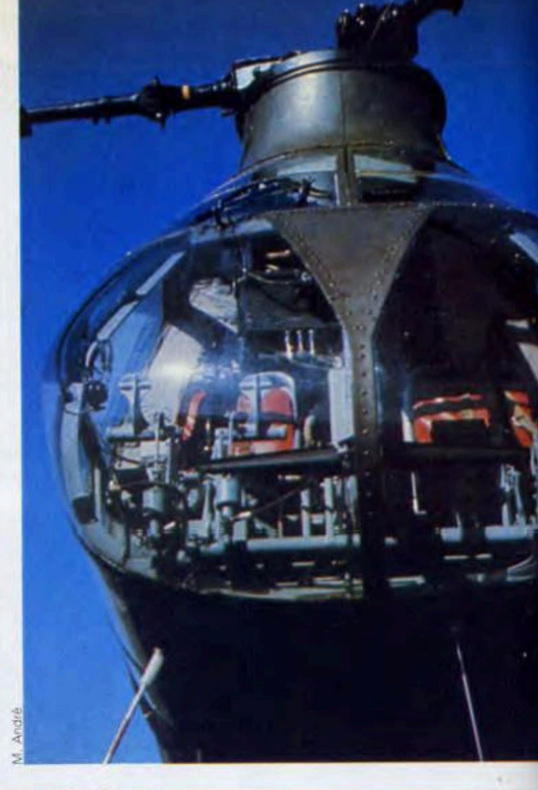
Courant 1956, les *Banane* arrivent à Sétif pour se joindre aux Bell et aux S-55 du tentaculaire G.H. 2 (des détachements sont installés un peu partout dans le Constantinois) et commencent à participer activement aux opérations héliportées.

En novembre 1956, une flottille de six H-21 est prélevée sur la marine — équipages compris — pour venir renforcer le G.H. 2 et s'y intégrer sous les ordres du commandant Crespin. 50 autres *Banane* seront commandées pour satisfaire des besoins de plus en plus croissants, et cela, bien que le Sikorsky S-58 se soit révélé nettement supérieur. Mais l'urgence fait loi et les H-21 peuvent être livrés bien plus rapidement.

Début 1956, il est aussi décidé d'agrandir le parc d'hélicoptères légers. 50 Bell 47-G2 sont commandés (une partie sera livrée par la firme italienne Agusta, sous-traitante de Bell). Deux prototypes à turbine français se sont signalés à l'attention du public en 1955 : le biplace SO-1221 *Djinn* et le 5 places SE-3130 *Alouette II*. 60 exemplaires de chacun sont commandés pour l'A.L.A.T. à la firme Sud-Aviation. Les *Djinn* entreront en service en 1958 et les *Alouette* ne seront opérationnelles qu'en 1960, priorité ayant été donnée pour les livraisons à l'aviation et à la marine.

Les missions attribuées aux avions de l'A.L.A.T. ont pour la plupart l'observation et la reconnaissance pour base. L'équipage est formé de deux hommes, un sous-officier pilote et un officier observateur. Le pilote, bien qu'inférieur en grade, est le commandant de bord car il a la responsabilité de son avion. Il fera, bien entendu, son possible pour accéder aux desiderata de l'observateur dans les limites de sécurité. Il est en contact radio V.H.F. avec les contrôles du trafic aérien et les appui-feu de l'aviation, tandis que l'observateur est en contact radio H.F. (SCR-300 et plus tard ANPR-C9 et C10) avec les « trosol ».

Si la tâche du pilote est quelquefois rendue difficile par la configuration du terrain alliée aux turbulences de l'air dues à la chaleur ou au vent, celle de l'observateur n'en est pas moins ardue :



M. André



Jean-Claude Peret

▲ L'*Alouette*. Structure compliquée et baroque de tous les nouveaux engins destinés à la guerre. On la voit équipée ici, sur le flanc, d'engins sol-air. Les *Alouette* ne deviendront « opérationnelles » qu'en 1960. *A droite :* un Bell. Hélicoptère léger, utilisé notamment pour l'évacuation rapide des blessés. Civière sur le côté.

- Contact radio permanent avec les commandements au sol pour leur situer avec précision l'évolution des opérations sur le terrain ;
- Suivre cette évolution sur la carte en ne négligeant aucun détail ;
- Rechercher sans cesse le fellagha.

Et cela dans une atmosphère la plupart du temps agitée qui rend la digestion difficile... voire impossible ! L'officier observateur appartient soit à l'A.L.A.T., soit à l'unité au profit de laquelle se fait la mission.

Cet avion est véritablement l'œil des troupes au « crapahut » et, de ce fait, un soutien effectif et moral extraordinaire. En région accidentée, il se révèle un auxiliaire indispensable, permettant d'éventer les embuscades, de repérer les fuyards après l'accrochage... C'est aussi un instrument de dissuasion : les fellaghas qui voient le *Piper* (1) sont réduits à l'inaction, leur premier souci étant de se dissimuler à la vue de l'appareil.

En gros, on peut répartir ainsi les missions accomplies par ces avions :

- Accompagnement de troupes en opération ;
- R.A.V. (reconnaissance à vue) ; inspection d'un lieu ou d'un secteur précis



◀ Un beau jouet, parfaitement agencé, avec les pales immobiles et la cabine « panoramique » du pilote. Suspendu entre ciel et terre, on a choisi avec soin l'emplacement dégagé le plus favorable à l'atterrissage. On se pose, on ouvre la porte et on y est !

afin de confirmer ou de rapporter un renseignement ;

● Accompagnement de convoi : il faut éclairer l'itinéraire que doit prendre un convoi routier, puis accompagner ce dernier en effectuant des rondes à un ou deux kilomètres en avant. Il s'agit là : 1) de voir si la route n'est pas minée (d'en haut, les traces laissées par la pose de mines sont plus visibles qu'au niveau du sol) ; 2) de déceler les embuscades éventuelles ;

● Guidage chasse, pour indiquer aux chasseurs le point précis à attaquer. Soit par radio, soit par balisage à la grenade fumigène ;

● Photographie aérienne d'un secteur — généralement effectuée au profit du 2ᵉ bureau ;

● Liaisons d'aérodrome à aérodrome, généralement pour transporter des officiers supérieurs en déplacement ou en inspection ;

● Distribution de courrier dans les postes : le *Piper* se pose à proximité si cela est possible, ou largue une sacoche dont la chute est aisément suivie du sol grâce à un ruban de tissu jaune orangé qui y est fixé.

Les pertes en opération au contact des rebelles seront sévères. Car si le fellagha ne se manifeste pas tant qu'il n'est pas repéré, il tourne toute sa haine contre le « mouchard » lorsque les choses vont mal pour lui.

En exemple, citons le peloton de Batna, 1ᵉʳ peloton avions de la 21ᵉ D.I. créé le 1ᵉʳ octobre 1957 (six L-19 et deux L-18) et qui prenait la relève des deux *Piper* détachés du G.A.O.A. 3 de Sétif (il y avait aussi un détachement de Bell du G.H. 2). Dix jours après cette création, le capitaine Valette, commandant l'unité, et son pilote, le maréchal des logis-chef Péronne étaient abattus par le tir rebelle au nord de l'Aurès. Deux autres équipages périront dans les mêmes circonstances en juillet et en août 1958, dont le capitaine Lelandais, deuxième commandant du peloton.

Mais le bilan aurait pu être plus désastreux encore si le L-19 avait été moins bon « encaisseur ». Au cours de cette année 1958, quelque treize appareils du même peloton seront touchés par le tir rebelle (l'un d'eux rentrera même avec une bonne vingtaine d'impacts).

Si l'avion léger présente de gros avantages (économie, facilité d'entretien), il est handicapé par le fait qu'il lui faut rouler pour décoller et atterrir. Les pistes qu'il demande sont modestes... mais il lui faut quand même des pistes. L'hélicoptère léger est heureusement là et peut accomplir les mêmes missions avec l'avantage de pouvoir se poser n'importe où. C'est un instrument cher, d'entretien délicat, mais irremplaçable. De plus, on peut lui confier l'évacuation urgente des blessés graves dans deux civières se fixant de part et d'autre de la cabine, et cela jusqu'à la D.Z. dont peu à peu tous les hôpitaux seront munis. Très souvent, ses équipages (pilote et mécanicien) se feront remarquer en allant chercher des blessés sur le lieu des combats... Nombreux seront ceux qui y laisseront la vie.

« La Banane » : mauvaise réputation !

L'hélicoptère lourd a pour mission principale de déposer des commandos sur les lieux mêmes des opérations, leur épargnant la fatigue d'une longue marche avant le combat. La mise à pied d'œuvre rapide permet en outre de bénéficier souvent de l'effet de surprise. Malheureusement pour le G.H. 2, et, par contrecoup, pour les unités demandant ses services, les *Banane,* dont l'emploi convient admirablement aux héliportages s'effectuant à peine au-dessus du niveau de la mer (comme à Philippeville), sont vite handicapées par l'altitude. La plaine de Sétif, d'où opère le G.H. 2, se situe déjà à près de 1 000 mètres d'altitude et les performances de l'appareil en sont diminuées de moitié pour peu qu'il fasse chaud (la chaleur diminuant la portance de l'air). Le H-21 possède une soute spacieuse, le tiers ou même le quart seulement en sera occupé si l'héliportage doit s'effectuer sur un piton situé — chose courante — à 1 500 mètres ! Des prouesses seront accomplies par les pilotes pour un rendement maximum... Mais les marges de sécurité sont souvent franchies, et quelquefois c'est l'accident. D'autre part, le moteur, mal refroidi, pose des problèmes. La *Banane* aura très vite mauvaise réputation.

D'abord limitée au Constantinois, l'A.L.A.T. s'étend. La silhouette caractéristique du *Piper* va commencer à devenir familière aux différents combattants de l'Algérois et de l'Oranie. **H**

Francis BERGÈSE

(1) C'est ainsi que sont appelés, sans distinction de marque, les avions légers d'observation par les troupes au sol.

APRÈS SAKIET: ALGER REPRIS PAR LA FIÈVRE

A L'EST d'Alger, il y a du nouveau. Après les indéniables succès militaires de la fin de l'année 1957 et des premières semaines de 1958, l'horizon s'est brusquement assombri dans le Constantinois. Le triangle El-Milia - Collo - Djidjelli, au nord, est un secteur « pourri ». Un bataillon rebelle évolue à l'aise dans ces montagnes abruptes, couvertes de forêts de chênes-lièges, difficilement pénétrables. Il n'est pas question pour les civils de circuler entre El-Milia et Collo sans la protection des convois. Et encore, de jour seulement ! Selon les renseignements du 2e bureau, l'A.L.N. est en train de former un second bataillon.

Le long de la frontière algéro-tunisienne, les unités chargées de surveiller le barrage électrifié doivent faire face à une très nette recrudescence des tentatives de franchissement. Les jeunes *djounoud* formés dans les camps installés en Tunisie sont menacés d'être fusillés s'ils ne parviennent pas à franchir le redoutable et double réseau de barbelés truffé de mines. Il importe en effet de faire parvenir des renforts en hommes et en armement aux wilayas de l'intérieur, menacées d'asphyxie.



G. Maffait

Paysage un peu abstrait. Alger au loin, blanc et radieux. Pourtant, entre cette mer et ce ciel impassibles, Alger rechute. Les échos de Sakiet viennent battre ici le rappel des activistes. On craint l'abandon, doutant des « bons offices ».

Des katibas entières se ruent à l'assaut de la ligne Morice. Elles sont précédées de saboteurs formés en Egypte et en Libye qui coupent les barbelés sans donner l'alerte et sans s'électrocuter, grâce à des cisailles allemandes, dernière trouvaille de la technique.

La bataille des frontières s'engage plutôt mal pour le commandement français car elle coïncide malheureusement avec une réduction des effectifs. Onze mille hommes en moins dans le Constantinois, par exemple. Or à toutes les tâches auxquelles l'armée doit faire face dans cette région s'ajoute une mission d'une importance capitale : la protection du trafic pétrolier par chemin de fer jusqu'à Bône. Le préfet Papon, les responsables



Médard

◀ La façade éclatante, style néo-oriental, de la préfecture d'Alger. Là, comme au G.G., on reste attentif aux poussées de fièvre de la ville. Lacoste ne pourra rien contre le « coup de chien » qui se prépare, dont la répétition est fixée au 26 avril.

militaires, en particulier le général Vanuxem, le « patron » du barrage, ont demandé d'urgence à Alger des unités aguerries pour conserver l'initiative des opérations.

C'est pour se rendre compte sur place de la situation que Robert Lacoste entreprend, au début de février, une tournée d'inspection dans le Nord constantinois. « Sur le terrain, j'apprends beaucoup plus de choses que dans les rapports les plus volumineux », aime-t-il à répéter à ses collaborateurs. Le 8 février, accompagné du général Dulac, de Pierre Maisonneuve, directeur de son cabinet, et de Michel Gorlin, son attaché de presse, il est à Aïn-Beïda, à moins de 150 kilomètres à vol d'oiseau de la frontière tunisienne. Sur un piton balayé par un vent glacial, le colonel Bigeard lui montre, sur une carte d'état-major, le secteur où ses « léopards » du 3ᵉ R.P.C. « crapahutent » à la recherche des fellaghas.

Sans s'embarrasser de formules, dans le style direct qui est le sien, Bigeard exprime tout haut à Lacoste l'amertume mêlée de rage impuissante qu'éprouvent tous les officiers et leurs hommes devant l'évidente complicité des Tunisiens.

« Ça ne peut plus durer, il faut intervenir, monsieur le ministre ! Les « fells » allument nos petits gars sans quitter la Tunisie ! »

Les fantassins enfermés dans un fortin situé juste en face du poste tunisien de Sakiet-Sidi-Youssef en savent quelque chose. Presque toutes les nuits, ils sont « arrosés » d'obus de mortier par les rebelles tranquillement installés de l'autre côté de la frontière, que délimite un ▶


Flament

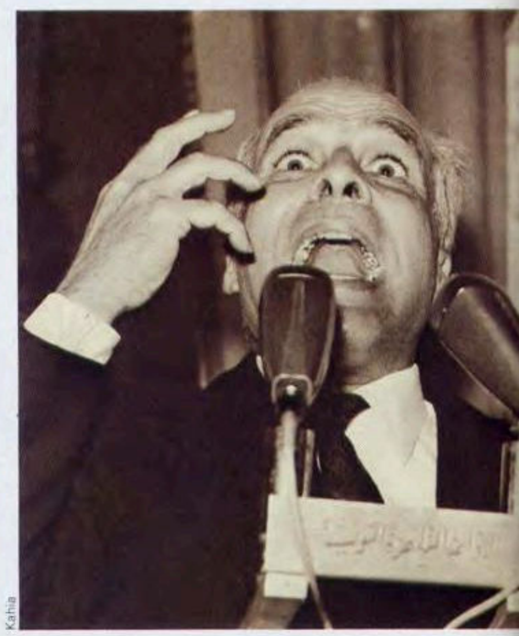
◀ **Une heure avant le raid du 8 février, Bigeard avait proposé une action de commando sur Sakiet. *Photo :* entre Lacoste et Maisonneuve. *Debout, de gauche à droite :* Ducournau, Papon, le général Dulac, Michel Gorlin et le général Vanuxem. La suggestion de Bigeard reste sans réponse. Puis ce sont les bombes.**

dans la Ville blanche, "bons offices" sont synonymes de "largage"



Darchy

Autour de ces barbelés qui vont de la mer au Sahara, étirant un « rideau de volts » entre l'Algérie et la Tunisie, la crise se déclenche avec Sakiet. « Droit de riposte ! » clame Paris, « Agression ! » « Génocide ! », répond le Combattant suprême. Ses discours enflammés dissimulent d'autres angoisses. En effet, la petite armée tunisienne risque d'être à peu près inexistante face à l'A.L.N. cantonnée en Tunisie et décidée à tout pour « torpiller » les relations entre Paris et Tunis.



Kahia



Kahia

profond ravin. Pendant la journée, les soldats français voient les *djounoud* aller et venir, souvent dans des camionnettes de la garde nationale tunisienne.

La comédie tunisienne

L'exaspération des militaires devant ce qu'ils appellent « la comédie tunisienne » est telle qu'elle les conduit au découragement. Très vite, le général Salan a perçu un changement de climat dans les unités. Pour remonter le moral de ses hommes, stopper chez les cadres une tendance grandissante à accorder à l'A.L.N. une valeur trop grande, le commandant en chef publie deux bilans : en décembre 1956 et en janvier 1957, l'armée a eu 401 tués. Elle a perdu 16 armes automatiques et 277 armes individuelles. Durant la même période, le F.L.N. a enregistré 3 578 tués et la perte de 19 armes collectives et 957 armes individuelles. En décembre 1957 et en janvier 1958, les pertes françaises sont descendues à 365 tués tandis que les pertes rebelles ont atteint 5 022 tués, 88 mitrailleuses et F.M. et 1 239 armes individuelles ont été saisies. Salan explique que les succès remportés récemment par l'A.L.N. sont dus beaucoup plus aux fautes commises (aux imprudences, dira Lacoste) qu'à une plus grande combativité de l'ennemi.

Poursuivant sa tournée d'inspection ce 8 février, Robert Lacoste tente lui aussi de rassurer les militaires qui se battent à la frontière. Il leur affirme :

« Votre but, votre travail, est de mettre un terme aux entreprises que favorise le gouvernement tunisien. »

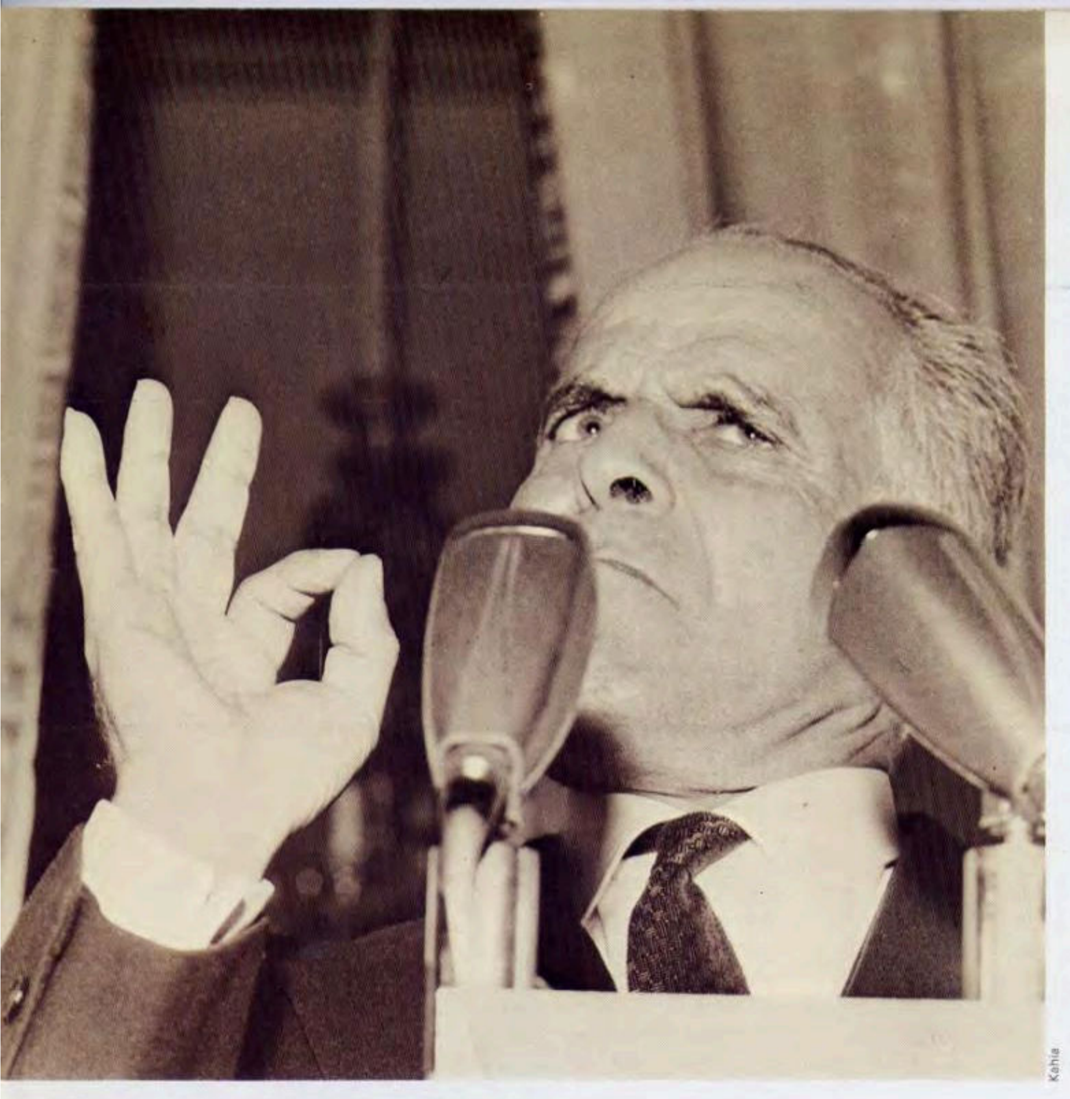
A l'heure où il prononce ces paroles, le ministre résidant ignore encore le grave incident de Sakiet-Sidi-Youssef. Il l'apprendra à Constantine, au moment de reprendre l'avion pour Alger. A 9 heures, un appareil de reconnaissance a été mitraillé par la D.C.A. tunisienne de Sakiet. Touché, il a dû se poser en catastrophe à Tébessa. Cette fois, les autorités du secteur ont jugé que la coupe était pleine. Sans demander le feu vert, elles ont réagi. Immédiatement et brutalement. En plusieurs vagues, onze B-26, six *Corsaire* et huit *Mistral* ont attaqué les batteries antiaériennes, les réduisant définitivement au silence.

Malheureusement, malgré la précision des pilotes et leur souci de préserver les civils, le village de Sakiet-Sidi-Youssef, l'école en particulier, a souffert du bombardement. Justement, ce jour-là, des délégués de la Croix-Rouge internationale sont venus distribuer des vivres et des vêtements aux réfugiés algériens. L'alerte passée, les Tunisiens se sont empressés de leur montrer, non pas les batteries détruites, mais « les victimes de l'aviation colonialiste ».

L'armée applique le droit de poursuite

C'est ainsi que, savamment exploitée par Bourguiba et le F.L.N., l'affaire de Sakiet-Sidi-Youssef a pris dès le départ une dimension internationale.

A Paris et à Alger, cependant, on s'efforce évidemment d'atténuer la portée



Kahia



Kahia

des ondes de choc. Officiellement, Robert Lacoste ne peut pas ne pas couvrir les responsables du raid de représailles. En son for intérieur, il est furieux d'avoir été mis devant le fait accompli par les militaires.

Cette fois, leur initiative risque d'avoir des répercussions beaucoup plus graves pour la politique de la France en Algérie. Avec son collègue du gouvernement, Jacques Chaban-Delmas, ministre de la Défense nationale, le ministre résidant plaide la légitime défense dans le procès que nous intente l'opinion publique internationale, plus ou moins bien informée. *L'Echo d'Alger* écrit :

« L'armée n'a fait que suivre les ordres et a usé du droit de poursuite. Notre aviation a riposté. Les Français et tous ceux qui ont le souci de la dignité de la France en éprouvent une sorte de soulagement. »

Murphy et Beeley

Mais à Tunis, le gouvernement de Bourguiba développe une violente campagne anticolonialiste. Selon les Tunisiens, l'armée française se livre à un véritable génocide dans le *no man's land* qui sépare le barrage de la frontière, décimant des douars entiers dont les habitants sont jetés dans des fosses communes. A les en croire, 300 000 Algériens se seraient réfugiés chez eux. En réalité, 300 familles seulement ont fui la région d'Ouenza.

Parallèlement à cette campagne qui renforce son crédit, le F.L.N. se déchaîne sur le plan diplomatique en utilisant à fond la malheureuse affaire de Sakiet. Depuis longtemps il cherchait une occasion d'internationaliser le conflit algérien en attirant l'attention du monde sur l'Algérie. Après l'échec de la grève de janvier 1957, ce bombardement de l'aviation française, quelle aubaine pour obtenir une condamnation de la politique de la France !

C'est alors que les Etats-Unis et l'Angleterre proposent leurs bons offices au gouvernement de Félix Gaillard et au président Bourguiba. Deux diplomates sont désignés pour tenter de rapprocher les deux parties : Robert Murphy pour les Américains, Harold Beeley pour la Grande-Bretagne. Le premier connaît bien l'Afrique du Nord. Avec le général Clark, il a préparé le débarquement allié du 8 novembre 1942. Il est bien entendu que leur mission, qui n'est pas une mission d'arbitrage, doit se limiter à trois points précis : la situation des troupes françaises en Tunisie, le contrôle de la frontière algéro-tunisienne, la reprise des discussions entre les deux pays.

" Les Américains sont dans le coup! "

En Algérie, et singulièrement à Alger, thermomètre de la température de tout le pays, la cote de Félix Gaillard, qui n'est jamais montée bien haut, dégringole d'un seul coup dans l'opinion des Européens. Une fois de plus, la peur d'être trahis, abandonnés, par la métropole pousse les pieds-noirs à la colère et les dresse contre Paris. Après la satisfaction soulevée par le raid de Sakiet, c'est de nouveau l'inquiétude. Un peu partout, dans tous les milieux, les commentaires sont virulents en ce début de printemps de 1958.

« Tous des vendus, ces hommes politiques qui nous gouvernent, dès que l'étranger lève le petit doigt, ils s'aplatissent comme des carpettes. L'opinion internationale, qu'est-ce qu'elle vient fiche en Algérie ? Est-ce qu'elle s'est manifestée quand nos enfants étaient déchiquetés par les bombes des terroristes ? Est-ce qu'elle bouge quand nos soldats sont massacrés lâchement ? Les bonnes consciences, c'est toujours à sens unique. Ces prétendus bons offices, si on les accepte, on peut faire la valise. »

Les stratèges de la politique internationale, ceux qui savent tout de ce qui se trame dans les coulisses de l'O.N.U., surenchérissent :

« Ce n'est pas pour rien que les Américains sont dans le coup. Ce qu'ils cherchent, c'est que la France plie bagage et leur laisse le pétrole du Sahara. »

Les Américains, c'est vrai qu'on s'en méfie à Alger. Leurs journalistes ont trop tendance à assimiler les gros possédants à la masse des pieds-noirs qui vivent de leur salaire et dont le seul bien est l'air qu'ils respirent, le soleil qui les bronze, la Méditerranée qui les rafraîchit l'été. Leur propriété ? Quelques mètres cubes de terre au cimetière de la ville ou du village où reposent leurs parents. Ces Américains, « qui feraient mieux de regarder ce qui se passe chez eux », on leur en veut d'autant plus que personne

Murphy et Beeley s'enlisent dans les sables mouvants de la diplomatie: point mort

n'a oublié la prise de position, en juin 1957, d'un certain John Kennedy, un jeune sénateur qui n'a pas hésité à affirmer que la France faisait fausse route en Algérie et que la seule solution pour elle était d'octroyer l'indépendance aux Algériens.

Dans l'armée, c'est aussi la grogne. Les officiers qui se battent dans le bled pour délivrer les populations de l'emprise du F.L.N. jurent qu'une seule parole malheureuse d'un homme politique leur fait perdre le bénéfice de plusieurs mois d'efforts. Dans les régiments de parachutistes, tous les cadres qui ont « fait » l'Indochine redoutent une intervention diplomatique des puissances étrangères qui forcerait la France à se retirer une nouvelle fois en laissant derrière elle sans défense les populations engagées à leurs côtés et les tombes de ceux qui seraient morts pour rien.

C'est dans ce climat fait de révolte encore rentrée, de crainte, d'angoisse même, que s'agitent plus ou moins secrètement les hommes qui préparent la chute d'un système déjà chancelant. A Paris, tandis que le sénateur Michel Debré trempe sa plume dans le vitriol pour démolir le régime le long des colonnes de son « Courrier de la colère », Jacques Soustelle installe, rue Louis-le-Grand, le mouvement « Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française ». L'ancien gouverneur général s'est réconcilié avec le général Cherrière. Ce dernier entretient des rapports étroits avec d'autres généraux dont on connaît les sentiments sur l'Algérie : l'aviateur Lionel Chassin, les « patrons » des régions militaires, Miquel pour Toulouse, Descours pour Lyon, Lecoq pour Bordeaux.

A Alger, les services de Robert Lacoste surveillent de très près Léon Delbecque, un « chtimi » qui rencontre fréquemment des officiers parachutistes comme le commandant Pouget, un ancien d'Indochine, et Vinciguerra, un ancien des « commandos de France », fonctionnaire du Gouvernement général. Officiellement, Léon Delbecque est chargé de mission à l'antenne algéroise de Chaban-Delmas. La police sait qu'à Paris ce pur gaulliste s'entretient, à chacun de ses voyages dans la capitale, avec les plus fidèles compagnons de l'ermite de Colombey : Roger Frey, Jacques Soustelle, Michel Debré, Olivier Guichard, Pierre Lefranc.

Aux frontières, la bataille se poursuit, plus âpre qu'au début de l'hiver. Salan a envoyé ses meilleures unités à la poursuite des convois d'armes qui tentent de ravitailler les wilayas. Le barrage a été renforcé et une zone interdite créée le long de la frontière algéro-tunisienne pour éviter tout nouvel incident avec Bourguiba.

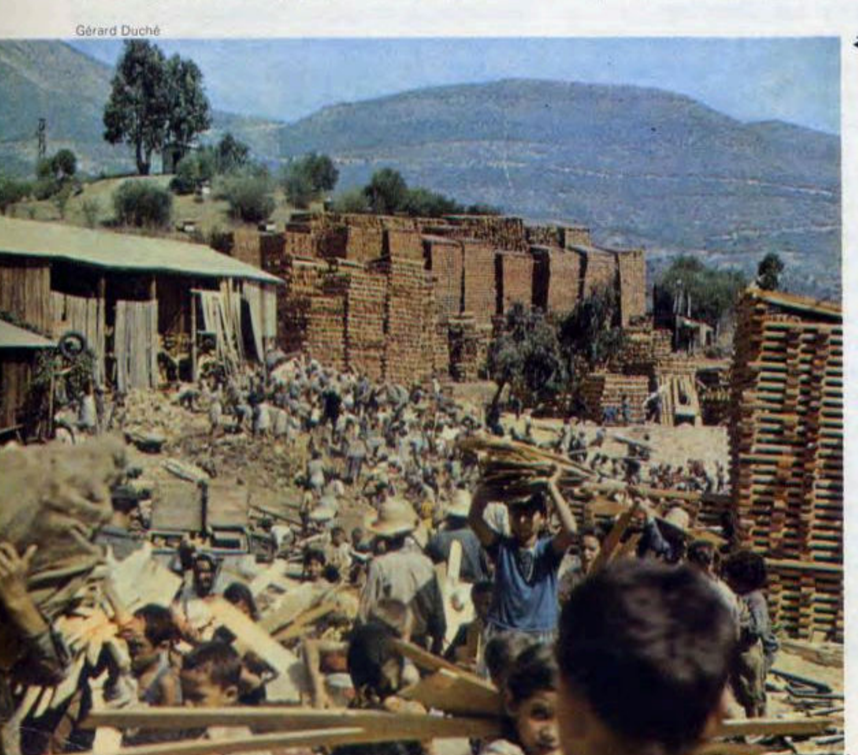
Sur le plan diplomatique, les « bons offices » piétinent. L'Américain Murphy et le Britannique Beeley font une navette incessante entre Paris et Tunis sans parvenir à un résultat. Pour sauver son cabinet attaqué de toutes parts et calmer les Européens d'Algérie, Félix Gaillard a quelque peu raidi sa position, ce qui ne l'empêchera pas d'être renversé bientôt.

Mais en se prolongeant, les « bons offices » maintiennent l'attentisme de la bourgeoisie musulmane. En revanche, la masse, impressionnée par les succès militaires aux frontières et l'échec de la



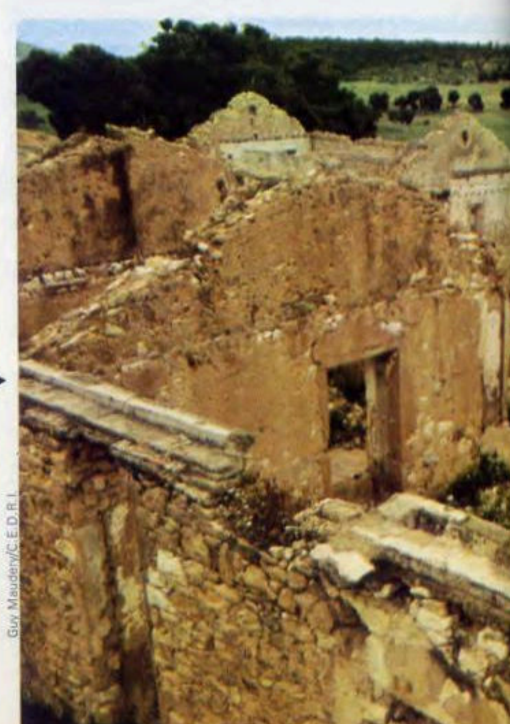
Le massif de Collo, dans le Nord constantinois. Là, ▶ les « fells » sont solidement implantés. La côte est superbe et le danger permanent. Au point qu'on appelle le triangle El-Milia-Djidjelli-Collo le « massif pourri ». La population y est un aquarium dans lequel se déplacent en sécurité les combattants de l'A.L.N.

Gérard Duché



Gérard Duché

◀ Les forêts de Collo donnent, notamment, du liège. Pacifier, ce sera installer des scieries, utiliser de la main-d'œuvre, distribuer du bois. En 1960, on le fait.



Ce qui reste des ▶ maisons bombardées de Sakiet. Des ruines brûlées par le soleil, où l'herbe pousse. Le silence est retombé sur ce point frontalier.

Guy Mauduy/C.E.D.R.I.



rébellion à alimenter les wilayas de l'intérieur, commence à se montrer sensible à l'effort social qui est poursuivi partout où la situation le permet et même parfois dans des conditions de sécurité précaires.

Pour accélérer le dégel qu'il croit entrevoir, Robert Lacoste multiplie les mesures d'apaisement. C'est ainsi qu'il réorganise profondément la commission d'examen des assignations à résidence. La présidence est assumée par un magistrat. Depuis février 1956, 50 % des internés ont été libérés. Le ministre résidant annonce que des sanctions ont été infligées à 495 militaires coupables d'excès à l'égard de musulmans. Mais le gros morceau reste la loi-cadre, qui a été finalement adoptée par le Parlement. Lacoste sait qu'en raison des « bons offices » la situation politique peut changer du jour au lendemain. Il ne faut donc pas perdre de temps. Bien que le F.L.N. accroisse sa pression et ses menaces sur les musulmans qui accepteraient de siéger dans les nouvelles assemblées, il décide la mise en place des institutions prévues par la loi.

« La nouvelle bataille des communes, écrit-il dans une directive aux préfets, est devenue un élément essentiel de notre action politique. Il est d'une évidente nécessité que la présidence des délégations spéciales revienne à des musulmans en plus grand nombre possible. Vous pouvez offrir à d'anciens rebelles ralliés, même s'ils ont séjourné dans des centres d'internement, des sièges au sein de ces délégations. »

Le ministre résidant précise que les élections se feront au collège unique et dans « des conditions de sécurité qui excluent toute pression ». Pour Robert Lacoste, les nouvelles assemblées, aussi bien communales que territoriales, peuvent établir de nouveaux courants politiques, provoquer enfin le déclic de la coopération massive des musulmans. Quant à Abdelkader Barakrock, secrétaire d'Etat à l'Algérie, il écrit dans un manifeste du « Rassemblement démocratique et social » qu'il préside :

« L'application de la loi-cadre n'apparaît plus comme la solution finale du problème algérien mais comme l'outil indispensable pour rétablir le dialogue tragiquement interrompu par les outrances des extrémistes déchaînés. »

La colère des associations

La chute du gouvernement, une de plus dans l'histoire finissante de la IVe République, n'ébranle pas la volonté de Robert Lacoste de mettre en place le plus rapidement possible les structures politiques et administratives de l'Algérie. Il annonce même son intention de convoquer, dès le début de juin, les électeurs qui désigneront les cinq assemblées territoriales. Mais en même temps, c'est d'une oreille attentive et inquiète qu'il écoute monter la colère des associations patriotiques algéroises, des étu-

Alger va amorcer son 13 Mai, le 26 avril

LES ÉTUDIA

diants et des élus européens qui s'apprêtent à mobiliser la foule algéroise pour manifester contre la faiblesse et les incohérences du système. Par télégrammes secrets, il prévient le président Coty et les hommes politiques pressentis pour former un nouveau cabinet, que l'ordre public risque d'être troublé.

Le 24 avril, au cours d'une réunion de tous les représentants des partis nationaux, des anciens combattants et des étudiants, le principe d'une grande manifestation de masse est arrêté pour le samedi 26. Robert Lacoste apprend la nouvelle au retour d'un voyage-éclair à Paris. Au micro de Radio-Alger, il tente de désamorcer cette bombe dont la mèche est déjà allumée et qui explosera le 13 mai.

D'une voix qui se veut convaincante, le ministre résidant affirme qu'il a retiré la meilleure impression des contacts qu'il a eus dans la capitale avec René Pleven, qui tente de former une équipe gouvernementale, et les milieux politiques.

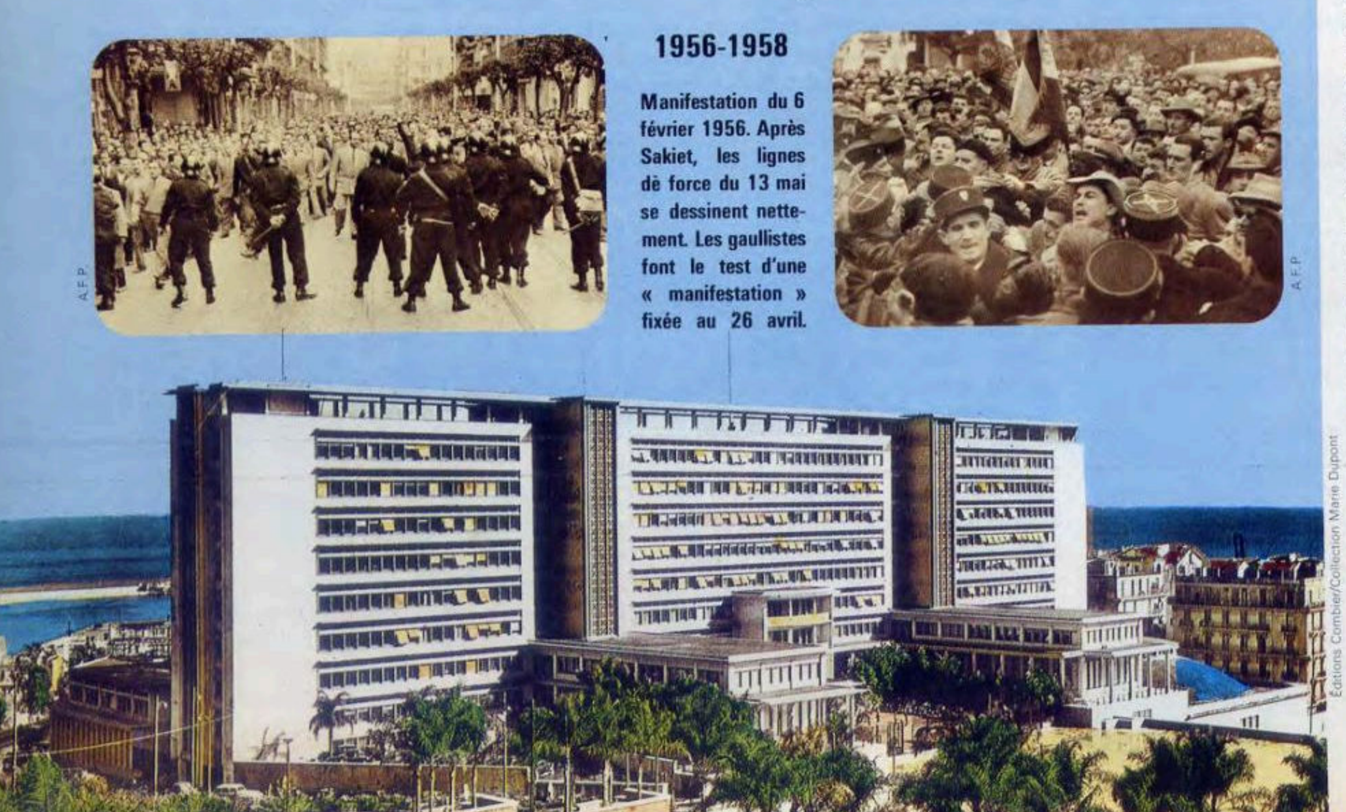
« Attendez donc, conseille-t-il aux Algérois, ce qui sortira de tout cela, ce qui n'exclut nullement la vigilance. Il faut se garder de confondre agitation et action et ne point laisser exploiter de grands et nobles sentiments par des factions politiques en quête d'adhérents. »

Mais il est trop tard. Plus blanche et plus radieuse que jamais sous le soleil printanier, la capitale de l'Algérie, frémissante de fièvre, n'écoute plus. H

Francis ATTARD


Charles Trape

Au pied de la Casbah, la cathédrale d'Alger, bâtie sur l'emplacement de la mosquée de Ketchaoua, mot turc qui signifie : plateau des chèvres. Son style est arabe et roman.


A.F.P.
A.F.P.
Éditions Combier/Collection Marie Dupont

1956-1958

Manifestation du 6 février 1956. Après Sakiet, les lignes de force du 13 mai se dessinent nettement. Les gaullistes font le test d'une « manifestation » fixée au 26 avril.

◀ Toutes les associations patriotiques, tous les mouvements pour le maintien de la France en Algérie sont groupés, par Delbecque, dans le Comité de vigilance, qui lancera l'ordre de manifester le 26 avril, sans un mot, sans un geste, « dents et poings serrés ». C'est un succès. 20 000 personnes défilent dans Alger sans que le service d'ordre ait à intervenir. Une gerbe est déposée au monument aux morts. Répétition générale du 13 mai, dominée par la haute façade du Gouvernement général.

NTS ENTRENT EN LICE

L'ASSOCIATION générale des étudiants d'Algérie devait figurer parmi les organisations de défense de l'Algérie française dès le printemps de 1956. A la suite de la démission de son président, Paul Akoun, le Comité d'action universitaire (C.A.U.), fondé au moment du 6 février, avait présenté dans chaque faculté ou institut des listes qui se réclamaient de son programme. Le nouveau président de l'A.G.E.A. était Jean-Pierre Caye, étudiant en sciences, et le vice-président, Jean Gautrot, étudiant en lettres, qui préparait alors une licence de philosophie.

Au début de l'année universitaire suivante, le 2 décembre 1956, Gautrot fut élu président, assisté de Roger Rossazza à la vice-présidence et Claude Robin au secrétariat général.

L'A.G.E.A. adopta alors des positions politiques qui jusque-là étaient l'apanage du C.A.U. Ce dernier fut mis en sommeil. Il n'est pas excessif d'affirmer qu'une nouvelle période commençait dans l'histoire de la défense de l'Algérie française. Après Gautrot, Pierre Lagaillarde, Michel Labbé, Jean-Jacques Susini, Christian Maréchal par intérim, Jean-Charles Isselin et Jean Poiret allaient occuper la présidence de l'association et jouer un rôle déterminant dans la lutte pour l'Algérie française.

Au préalable, une constatation s'impose. Cet engagement du monde estudiantin n'est intelligible que si l'on tient compte d'un état d'esprit similaire parmi un certain nombre d'étudiants musulmans qui suivaient les consignes de l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (U.G.E.M.A.).

Les incertitudes du printemps de 1956

Le durcissement de l'attitude estudiantine fut le résultat des événements du début de 1956 qui se succédèrent à une cadence accélérée. La victoire du Front républicain le 2 janvier, le départ de Jacques Soustelle, le 6 février, avaient préparé un état d'esprit. Un témoignage significatif fut la création du C.A.U. De leur côté, un grand nombre d'universitaires des facultés d'Alger, du secondaire et du primaire lancèrent un manifeste pour le maintien de la souveraineté française en Algérie. L'université d'Alger fut secouée par ce qu'il est convenu d'appeler l' « affaire Mandouze ». Alors chargé d'enseignement à la faculté des lettres, André Mandouze avait pris la parole à la salle Wagram et avait

(Suite page 1428)



Alphapress

Rue Michelet, le défilé du 26 avril 1958. Dans cette foule, les étudiants d'Alger, dont le président est Pierre Lagaillarde, et les lycéens, « blé en herbe de l'activisme », dont le président est J. Roseau, commencent à s'agiter.



Gérard Duché

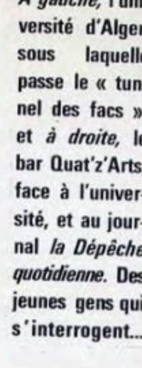
COLLO
Des toits roses, un clocher, une verdure qui rappellent paisiblement la France. Jusqu'en 1960, le F.L.N. régnera dans cette région.



le tournant : profession de foi

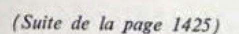


Jomone



A gauche, l'université d'Alger, sous laquelle passe le « tunnel des facs », et *à droite,* le bar Quat'z'Arts, face à l'université, et au journal *la Dépêche quotidienne.* Des jeunes gens qui s'interrogent...

Dalmas



(Suite de la page 1425)

approuvé explicitement la rébellion. Son périodique, *Consciences maghribines,* s'exprimait dans le même sens. Ses cours avaient été suspendus après des manifestations tumultueuses.

De son côté, l'U.G.E.M.A. intensifia son action. Plusieurs de ses membres rejoignirent le maquis. L'un d'eux, Amara, étudiant en lettres, fut tué dans un engagement.

Le 8 mai 1956, le ministre résidant Lacoste, qu'accompagnait Marcel Champeix, avait été l'objet d'invectives de la part d'éléments « ultras » qui lui reprochaient l'intégration accélérée des musulmans dans la fonction publique. En guise de représailles, Boyer-Banse, ancien directeur de l'Agriculture au Gouvernement général, et Georges-Henri Bousquet, professeur à la faculté de droit, avaient été expulsés d'Algérie. C'était une velléité de « mise au pas » des ultras, d'ailleurs parfaitement injuste. Aucune de ces deux personnalités n'avait pris part à la manifestation ou ne l'avait approuvée. Mais Boyer-Banse était l'un des dirigeants de l'Union française nord-africaine et Bousquet avait pris part à la fondation du C.A.U.

L'A.G.E.A. et le climat politique algérois

Le 10 novembre 1956, accompagné de Jean Gautrot, encore vice-président de l'A.G.E.A., Caye conduisit une délégation au monument aux morts. Une gerbe fut déposée à la mémoire des victimes du soulèvement hongrois. Au retour, quelques manifestations sans gravité se déroulèrent rue Charles-Péguy. Des lycéens détruisirent des numéros de *l'Express* et de *l'Observateur*.

Puis vint la rentrée universitaire. Les élections se déroulèrent quelques jours après. Les listes présentées par le C.A.U. passèrent sans concurrents. Quelques jours après, le bureau fut constitué et Jean Gautrot devint président.

Une association générale d'étudiants possède une finalité corporative. Dans ce cas précis, le politique tendait à prévaloir. Y eut-il une doctrine, voire une idée directrice ? Des influences politiques s'étaient-elles manifestées ?

L'A.G.E.A. était sans attache particulière. Un seul des membres du bureau appartenait à un mouvement politique métropolitain. On peut donc conclure à une réaction instinctive de défense contre la désagrégation de l'Algérie française.

En résidence surveillée

Cela pose cependant la question des rapports entre l'A.G.E.A. et les autres mouvements de défense de l'Algérie française. En novembre 1956, l'organisation était encore embryonnaire. Le 6 février avait paru consacrer l'Union française nord-africaine (U.F.N.A.), animée par Louis Boyer-Banse et Robert Martel. Mais, début juillet 1956, Lacoste avait dissous l'U.F.N.A. Martel et trois autres de ses dirigeants avaient même été envoyés pour quelque temps en résidence surveillée à Aumale. L'hebdomadaire du mouvement, *Prestige français,* avait cessé de paraître.

Les éléments les plus durs de l'U.F.N.A. se retrouvèrent dans des organisations clandestines, comme le Comité de la renaissance française (C.R.F.) et l'Organisation de la résistance pour l'Algérie française (O.R.A.F.). Si la première, sous l'influence de Martel, répudiait le contre-terrorisme, la seconde semblait l'admettre.

Quant aux comités pour la défense de l'Algérie française, fondés en 1954 et 1956 par le bâtonnier Peringuey, ancien conseiller général, et Amédée Froger, président de la Fédération des maires d'Algérie, ils ne s'appuyaient pas sur des troupes. Il en était de même des partis et mouvements politiques métropolitains. Les poujadistes commençaient toutefois à attirer l'attention.

Aussi l'A.G.E.A. n'entretenait-elle des rapports organiques qu'avec l'Association des anciens combattants et le Mouvement universitaire pour la présence française en Algérie, animé par deux professeurs du secondaire, Decrept et Muller. La communauté des préoccupations entre universitaires et étudiants favorisait ces relations.

Si l'A.G.E.A. ne pouvait être créditée d'aucune étiquette politique particulière, un souci apparaissait, celui d'une information par-delà la Méditerranée. C'est dans cet esprit que s'inscrivent un voyage d'étudiants métropolitains invités par l'A.G.E.A. lors des vacances universitaires de la Noël 1956 et une vaste campagne d'information entreprise dans l'été de 1957, en métropole, sur le thème de l'Algérie française. Le concours de Jean-Marie Le Pen, député de Paris, du sénateur-maire de La Baule, René Dubois, de Mᵉ Tixier-Vignancour et de nombreuses autres personnalités était assuré. Stations balnéaires et villes d'eaux furent visitées en priorité.

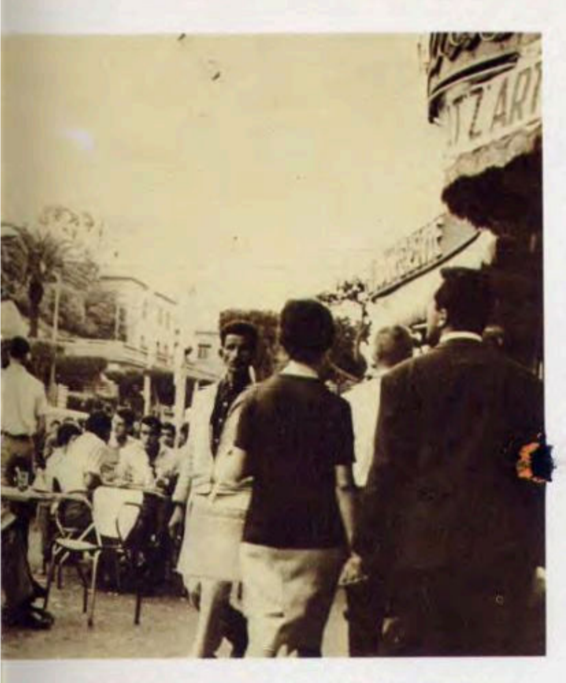
A Pâques 1957, l'A.G.E.A. fut repré-



Dalmas

La Maison des étudiants, siège de l'A.G.E.A., boulevard Baudin, près du commissariat, un jour de tension.

anticolonialiste du président du congrès de l'U.N.E.F. (Pâques 1957)



sentée au congrès de l'U.N.E.F. à Paris. Si elle avait rompu avec cette centrale, elle n'en tenait pas moins à affirmer ses positions face à un syndicalisme estudiantin qui se politisait de plus en plus. Ce même congrès avait été marqué par les déclarations très explicites du président Michel de La Fournière et du secrétaire général, François Borella. Ces derniers ne s'étaient pas limités au rappel, désormais rituel, de la charte de Grenoble. Ils avaient esquissé une profession de foi anticoloniale.

Le climat de la « bataille d'Alger », les controverses sur la torture, avec l'intervention du général de Bollardière, alourdirent l'atmosphère. Jacques Peyrega, doyen de la faculté de droit, devait quitter Alger à la suite de manifestations comparables à celles qui avaient provoqué le départ de Mandouze. Peyrega avait relaté dans une lettre au *Monde* un acte de violence à l'encontre d'un musulman. Le doyen incriminait un parachutiste. L'A.G.E.A. contesta la version du doyen, désavoué d'ailleurs par une partie de ses collègues de la faculté de droit.

On s'acheminait donc vers un point de rupture, dont le 13 mai 1958 fut l'expression. Toutefois, l'effervescence était singulièrement contenue par la personnalité du ministre résidant, Robert Lacoste.

Arrivé en février 1956, après avoir abandonné à l'improviste les Affaires économiques pour l'Algérie, Robert Lacoste apparaissait comme l' « homme fort » capable de faire oublier Jacques Soustelle. Le dernier gouverneur général de l'Algérie, nommé par Mendès-France, [illegible] dans un climat d'indifférence à la lisière de l'hostilité, était reparti exactement un an plus tard sous les acclamations de la foule. L'histoire de l'Afrique du Nord montre l'importance des personnalités plus que des programmes politiques. L'homme seul entraîne l'adhésion de la foule, et non l'étiquette politique.

Robert Lacoste devait donc s'imposer comme avaient fait deux autres nouveaux venus, Naegelen et Soustelle.

L'A.G.E.A., ultra ?

Lacoste est plus empirique que son prédécesseur. Soustelle avait élaboré une doctrine, l'intégration. Lacoste attend les événements, tout en préparant progressivement une série de réformes. Ainsi, le recrutement des musulmans dans la fonction publique se trouve élargi. La carte administrative de l'Algérie est modifiée, ce qui amène la dissolution de l'Assemblée algérienne, des municipalités et des conseils généraux.

Le C.A.U. avait pris contact avec le ministre résidant comme avec Marcel Champeix, secrétaire d'Etat aux Affaires algériennes. Ce dernier avait affirmé à la délégation qu'il recevait que l'intégration était dépassée.

Les relations entre le ministre résidant et l'A.G.E.A. n'allaient pas tarder à se détériorer.

Nous arrivons ici à un épisode peu connu de la tragédie algérienne, celui des rapports entre Lacoste et les « ultras », parmi lesquels on plaçait, à tort ou à raison, l'A.G.E.A.

Lacoste se trouvait dans une situation malaisée. Ministre du gouvernement de Front républicain, il était celui qui avait envoyé le contingent en Algérie, ce qui en faisait une cible pour l'extrême gauche et pour tous les partisans d'une négociation, de quelque origine politique qu'ils fussent. De tempérament autoritaire, doué sans aucun doute d'un réel sens de l'Etat, il avait voulu voir la question algérienne en réaliste. Très peu idéologue, il ne s'était pas embarrassé de formules. Dès l'année 1956, ses mesures sont en contradiction flagrante avec sa profession de foi électorale, qui préconisait la négociation.

Tout comme Naegelen avait sévi contre l'agitation nationaliste, Lacoste se montre très dur à l'égard des libéraux. Le parti communiste algérien a été interdit par Soustelle, mais ses membres agissent souvent dans la clandestinité. Les expulsions d'Algérie constituent la réplique du ministre résidant. Ses amis de la S.F.I.O. ne sont pas épargnés. Ceux qui font montre de velléités libérales sont impitoyablement mis à l'index, c'est le cas du militant constantinois Doumenc. On est bien loin du Front républicain !

Les influences étrangères ne sont pas mieux accueillies. En mai 1956, Guy Gomis, de la Jeune Chambre économique, est expulsé d'Alger, pour être entré en relation avec Irving Brown, de la ▶



P. Dimech

Les jardins des facs. C'est ici que Pierre Lagaillarde revient le plus souvent, quand la ville d'Alger bouillonne.



Dorobert

Au pied de ces jardins, la rue Michelet, dont on voit la perspective ensoleillée. En contrebas, l'Otomatic.

Lacoste, conspué le 11 Novembre 1957, résilie le sursis de Gautrot...

C.I.S.L., dont l'activité anticolonialiste est bien connue. Quant au sénateur John F. Kennedy, son discours de juillet 1957 est vertement relevé par le ministre résidant.

A de rares exceptions près, la presse métropolitaine favorable à l'Algérie française, y compris celle d'extrême droite, approuve chaleureusement Lacoste. Les commentaires d'*Aspects de la France* et de *Rivarol* sont révélateurs. Le secrétaire d'Etat à la Guerre, Max Lejeune, est associé à ces louanges.

La loi-cadre redoutée

Pourtant, contrairement aux apparences, Lacoste ne fait pas l'unanimité. La loi-cadre est l'objet de nombreuses critiques. On incrimine surtout le projet d'élections au collège unique. Pour beaucoup, la loi du nombre risque de jouer par ce biais électoral et d'aboutir à une éviction, en quelque sorte légale, de la communauté française. C'était la thèse de l'U.F.N.A. Elle était défendue maintenant dans les colonnes de l'hebdomadaire algérois *l'Africain*. Le général Aumeran, ancien député d'Alger, y développe une critique très serrée de la loi-cadre. L'essentiel, assure-t-il à plusieurs reprises, c'est l'affirmation de la souveraineté française. Des réformes prématurées ne peuvent qu'être interprétées comme un aveu de faiblesse.

Keystone

En d'autres termes, pour ceux que l'on prend l'habitude de nommer les « ultras », Lacoste risque de perdre, par ces réformes inopportunes, ce qui est gagné, par les armes, sur la rébellion.

Cet esprit procède aussi d'une crainte devant les transformations de l'Algérie, politiques surtout. Or les années 1956 et 1957 sont précisément celles où, au milieu des tâtonnements, on cherche une formule politique. Le statut de 1947 est, de l'avis unanime, inapplicable. Il reste inappliqué. L'intégration (1), il faut attendre le 18 mai 1958 pour voir l'idée reprendre forme. Alors que reste-t-il ? Un sentiment vague, « quelque chose va changer », mais quoi ?... La « bataille d'Alger » et ses prolongements attirent beaucoup plus l'attention. Mais malgré les succès spectaculaires, le pessimisme gagne une partie de l'opinion publique. La loi-cadre est rendue responsable de l'incertitude. La chute du ministère Bourgès-Maunoury, fin septembre 1957, est accueillie avec satisfaction par tous ceux pour qui la loi-cadre était le risque majeur.

(1) Soustelle n'a pas réussi à la faire admettre aux Européens d'Algérie qui y sont hostiles en raison du collège unique, jugé inacceptable...

Mais cette dernière doit maintenant être amendée. La situation va-t-elle se modifier ? C'est précisément à ce moment-là que les relations entre le ministre résidant et le bureau de l'A.G.E.A. se tendent au maximum. Lors du défilé des troupes du 11 novembre 1957, Lacoste est accueilli par des manifestations hostiles. L'A.G.E.A. est rendue responsable. Les sursis d'incorporation de Gautrot, de plusieurs membres du bureau et de quelques amis personnels du président, de Jacques Laporte, président d'honneur de l'A.G.E.A., sont résiliés. Dix personnes se trouvent atteintes par la mesure.

Quelques jours plus tard, Pierre Lagaillarde est élu président de l'A.G.E.A.

Hormis les critiques adressées au ministre résidant, existait-il un souci de



◀ **Deux tendances extrêmes vont s'affronter. Les progressistes, derrière le professeur Mandouze, et les conservateurs, derrière le professeur Bousquet. Chez les premiers, il y aura surtout des musulmans. Le 6 février 1956, les étudiants étaient « aux premières loges », dans la foule.**

A.F.P.



Réunion et discussions à l'A.G.E.A. *De gauche à droite :* Payan, Castellani, Isselin, Maurel, Roseau et Ciomès.



Reçus par des étudiants « métro », ceux d'Algérie font, en 1957, un tour de France qui n'est pas que touristique.

Laporte



Bien plus tard, en janvier 1960, Lagaillarde et ses étudiants s'enfermeront dans l'université pour en faire un camp retranché. Alors, les grilles se fermeront et les barbelés feront le barrage entre la ville et sa jeunesse. On viendra aux nouvelles...

Dalmas

recherche politique ? Pour y répondre, il faut se reporter à la collection *Alger Université*, l'organe mensuel de l'A.G.E.A.

Ce dernier existait de longue date et avait paru tout d'abord sous le nom d'*Alger estudiantin*. Il était publié au siège de l'association, 10, boulevard Baudin. Pendant l'année 1957-1958, son directeur était Jean Gautrot. La coutume voulait en effet que le président en exercice assurât la direction. Jean-Pol Joly, étudiant en droit, directeur de *la Presse*, en était le rédacteur en chef.

Avec Gautrot, *Alger Université* cesse d'être une feuille purement corporative pour devenir presque exclusivement politique. Les préoccupations des numéros qui paraissent dans l'année 1956-1957 sont celles des organes de défense de l'Algérie française. La méfiance envers le système minutieusement échafaudé par Guy Mollet et Lacoste est très nette. Le découpage de l'Algérie en territoires prévu par la loi-cadre est l'objet des plus vives critiques. Un mot est mis en relief et montre bien tous les dangers que le vocabulaire recouvre, c'est celui de « gouvernement ». Ce terme signifie-t-il « régions autonomes » ? Oui ? Dans ce cas-là, qu'adviendrait-il si les régions venaient à se fédérer contre la France ? On incrimine également le principe même de ce découpage territorial. Celui-ci sera nécessairement le fait de fonctionnaires incompétents. En effet, ils ne demeurent en Algérie que depuis trop



Une des plus importantes de France, l'université d'Alger date de 1900. Parmi ses étudiants célèbres, Albert Camus, un « philosophe ». Entre deux cours, on « descendait à l'Otomatic » ou encore on prenait le soleil, sur les marches et dans les jardins en faisant des projets d'avenir. Puis tout changea, en quelques jours.

d'après Alger-Revue

peu de temps. Comment parviendraient-ils à appréhender le réel ?

Quant à la dissolution des municipalités et des conseils généraux, elle paraît une mesure démagogique. Les nouvelles délégations, les nouvelles assemblées départementales devront accueillir des hommes neufs. Ce sont les propres paroles du ministre résidant. Le terme est ambigu. Sous prétexte de représentation de toutes les tendances, ne va-t-on pas admettre une forte proportion de libéraux, voire de rebelles ?

Voit-on, outre ces critiques circonstancielles, une esquisse de solution politique, voire de proposition pour un nouveau régime ? Un article sur la « Démocratie chrétienne » (1) laisse apparaître l'adhésion maurrassienne personnelle de son auteur. D'ailleurs, cette opinion émise n'était pas isolée de son contexte algérois. Le numéro précédent avait fait état d'une très vive attaque contre le R.P. Coignet, aumônier de l'Association catholique des étudiants d'Alger.

Cette dernière s'était trouvée mêlée au petit groupe des « libéraux ». D'anciens dirigeants figuraient parmi eux. Les étudiants en médecine Pierre Roche, Pierre Colonna, d'autres encore, tel Denis ▶

(1) Pierre Gourinard, « la Démocratie chrétienne ». *Alger Université*, mai 1957.

...et Lagaillarde devient président de l'A.G.E.A.

Vasse, étaient les proches du docteur Pierre Chaulet. Les aumôniers étaient fort liés aux milieux libéraux, eux-mêmes en relation étroite avec l'archevêché et l'abbé Scotto, curé de Saint-Joseph de Bab-el-Oued et aujourd'hui évêque de Constantine, qui avait subi l'influence d'André Mandouze.

L'article, paru sous la forme d'une « lettre ouverte au R.P. Coignet », était signé Jean Gautrot et Jacques Laporte, anciens jécistes. Les polémiques avec les libéraux concernaient surtout les catholiques de « gauche ». Ceux-ci, fort actifs à l'Association catholique des étudiants, s'en étaient rendus les maîtres. Leur implantation était fort ancienne. Les premiers signes apparaissent après la condamnation de *l'Action française* en 1926.

Alexandre Chaulet, père du docteur Pierre Chaulet et plus tard délégué confédéral de la C.F.T.C. en Afrique du Nord, avait imprégné d'esprit démocrate-chrétien la section algéroise de l'Association catholique de la jeunesse française. Mais il avait fallu attendre 1945-1946 et l'arrivée à Alger d'André Mandouze pour voir cette mentalité catholique de gauche devenir l'élément dominant de l'Association catholique des étudiants. Justement en ces années 1956-1957, les aumôniers sortent de leur réserve, lorsque les perquisitions corrélatives à la « bataille d'Alger » font apparaître la collusion entre libéraux et F.L.N. L'inculpation de Pierre Chaulet, André Galice, Yves Ozanne et autres montre l'étendue de l'engagement des libéraux.

Après Gautrot, Lagaillarde

Cette collusion des chrétiens de gauche et du F.L.N. est violemment stigmatisée. C'est un épisode également peu connu de la guerre d'Algérie, mais Jean Boisson, dans son livre *l'Eglise et l'Algérie*, a donné certaines précisions qui trouvent un écho anticipé dans les campagnes d'*Alger Université*.

Celles-ci dépassaient la personne de l'archevêque d'Alger, Mgr Duval, qui n'était certes pas un « chrétien progressiste », mais qui considérait la France comme éliminée à plus ou moins long terme. *Alger Université* avait estimé voir dans les catholiques de gauche l'un des piliers du défaitisme.

La situation algérienne est toujours la toile de fond des articles d'*Alger Université*. Seul, celui qui traite de la démocratie chrétienne se réfère à une doctrine politique qui transcende la guerre d'Algérie. Après Gautrot, lorsque la direction d'*Alger Université* est assumée par Lagaillarde, avec Michel Labbé pour rédacteur en chef, cette publication devient plus politique encore. Ainsi, le numéro de février 1958, après l'adoption de la loi-cadre remaniée, renferme de vives critiques contre un ensemble législatif qui comporte nécessairement collège électoral unique et assemblées territoriales, mais on sent l'organe estudiantin plus soucieux encore de doctrine. Ainsi, le « défaitisme » est analysé. Cet état d'esprit est disséqué, si l'on peut dire. Après référence à l'étymologie, on fait allusion à la démission du pouvoir, qui n'a plus foi en sa mission. Mieux encore, l'auteur voit dans le défaitisme la conséquence d'un déséquilibre institutionnel provoqué par la Révolution française. La légitimité du pouvoir et l'intérêt de la patrie, qui étaient confondus en la personne du roi, ont été dissociés par la Révolution française (1).

L'outil du 13 Mai

En somme, sous la direction de Jean Gautrot, ont été préparées les conditions d'une réaction estudiantine. Celle-ci était d'autant plus souhaitable que l'U.G.E.M.A., en prescrivant aux étudiants musulmans la grève des cours, avait signifié son influence. Cela marquait-il une rupture totale entre étudiants d'origine européenne et ceux d'origine musulmane ? Assurément non, mais l'U.G.E.M.A. avait marqué un point en démontrant l'efficience de ses mots d'ordre. En agissant de la sorte, elle appliquait parfaitement les règles de la guerre révolutionnaire. Elle fit comprendre que la transgression impliquerait des représailles.

Il fallait donc riposter par une idée-force. Il fallait que celle-ci le fût en milieu estudiantin. Dans l'optique des tenants de l'Algérie française, cela était nécessaire avec une A.G.E.A. émanation du Comité d'action universitaire. La fatalité voulut que l'A.G. Gautrot fût décapitée au moment précis où elle achevait sa tâche. Le 11 novembre 1957 était justement le début d'une nouvelle année universitaire. Le comité de l'A.G.E.A. allait donc être renouvelé quelques jours après.

A-t-elle réussi à faire prendre conscience aux étudiants algérois de l'enjeu que représentait pour la France et le monde occidental le maintien de la souveraineté française ?

Malgré les inévitables tâtonnements de l'A.G.E.A., Jean Gautrot a préparé une mentalité. Le faux pas du 11 novembre 1957 n'a pas rompu une continuité. Lagaillarde, officier de réserve et par là même plus qualifié que son prédécesseur, a pu, grâce à une organisation estudiantine parfaitement mise au point auparavant, être la cheville ouvrière des événements du 13 Mai. H

Pierre GOURINARD

(1) Gérard Reygrobellet, *Alger Université*, mars 1958.


Pierre ▶ Lagaillarde. Il quitte sa tenue de para et reprend une inscription à la faculté de droit. Fin 1957. Le départ de Gautrot, incorporé sur ordre de Lacoste le porte à la tête des étudiants d'Alger. Keystone


◀ Jean-Marie Le Pen quitte, lui, les histoires du quartier Latin pour partir faire la guerre en Indochine, où il sert dans les paras de la légion, puis en Algérie, au 1er régiment étranger de paras, et aussi à Suez..., puis à Alger. Keystone


Edmond ▶ Michelet. Ancien résistant et déporté, il ne cache pas sa sympathie pour l'indépendance en Algérie. Et il militera dans ce sens. Cette position en fera une des bêtes noires des activistes d'Algérie. Keystone


◀ Doyen de la faculté de droit, Jacques Peyrega s'est élevé contre certains traitements infligés à un musulman. Contesté par le bureau de l'A.G.E.A. et désavoué par une partie de ses collègues, il doit quitter Alger. A.F.P.



Maixentais, affecté au 9e bataillon de tirailleurs algériens, avec le grade de sous-lieutenant, Ben Chérif déserte, le 30 juillet 1957. Passé en Tunisie, il sera chargé par Krim Belkacem de diriger le service de renseignements du F.L.N. Arrêté en octobre 1960, il finit sa captivité à Fresnes.

LES SERVICES SECRETS DU F.L.N.

IL est malaisé, de l'extérieur, de formuler une appréciation sur le service de renseignements dont disposait l'adversaire. Sans avoir la prétention de procéder à une étude exhaustive, essayons tout de même de donner un avis. Bien des responsables du renseignement tombèrent aux mains des forces de l'ordre ; d'autres se rallièrent ; enfin, fait plus important, le chef du 2e bureau de l'Armée de libération nationale, Ben Chérif, sera capturé en octobre 1960 dans la région d'Aumale. Il donnera au bureau d'études et de liaisons (B.E.L.), ▶

à leur tête, un ancien aspirant du 1er R.T.A. ami de Krim : Ben Chérif

qui l'interrogera sur place, des renseignements de première main sur le fonctionnement du S.R. du F.L.N. et sur les moyens dont il disposait.

Ben Chérif était un ancien sous-officier de l'armée française. Il appartenait à une famille très influente qui avait fourni de nombreux et loyaux serviteurs à l'administration. Son père avait été nommé bachagha et son frère servait comme capitaine dans une unité française. Au début de la rébellion, Ben Chérif avait été promu aspirant au 1er régiment de tirailleurs algériens. Il commandait un poste dans le Sud algérois. Choqué, dira-t-il, par l'attitude de l'aviation française qui, disait-on, dans ses hélicoptères, larguait des prisonniers par-dessus bord (?), il décida de déserter non sans avoir, au préalable, égorgé de sa main onze soldats musulmans et trois Français de métropole qui avaient refusé de le suivre.

Après quelques mois de maquis, Ben Chérif rejoignit Tunis, où Krim Belkacem lui confia le 2e bureau de l'A.L.N. Ben Chérif se distinguera surtout par les tortures d'une cruauté inouïe qu'il infligera aux membres des mouvements déviationnistes qui apparaissaient périodiquement dans les unités de l'A.L.N. stationnées en Tunisie. Bourguiba lui-même devra intervenir pour qu'une sourdine, sinon un terme, soit mise à ses agissements.

Les informations sur le S.R. adverse données par Ben Chérif recoupaient en général celles que détenait déjà le 2e bureau. Elles apportaient toutefois quelques précisions.

Le rôle des « choufs »

Le S.R. de l'A.L.N. fusionna avec le service des liaisons. A tous les échelons, le chef F.L.N. fut assisté d'un adjoint liaisons-renseignements, dont les moyens étaient parfois modestes.

Les informations sur les forces de l'ordre étaient, le plus souvent, recueillies par l'observation directe de leurs habitudes ; des guetteurs surveillaient les alentours des cantonnements, les mouvements de troupes, la fréquentation des administrations publiques, etc.

Dès que des bandes stationnaient ou circulaient dans une région, une protection éloignée leur était assurée par des guetteurs *(choufs)* : bergers, enfants, etc., qui donnaient l'alerte au moyen de signaux à vue.

En fait, la plupart des membres de l'organisation politique et administrative du F.L.N. assumaient à la fois leurs fonctions propres (ravitaillement, propagande, collecte de fonds) et celles d'agents de renseignements.

Le système péchait par l'absence de liaisons rapides. Dès que les troupes françaises opéraient avec plus de rapidité que prévu ou avec moins de routine, le système était bousculé !

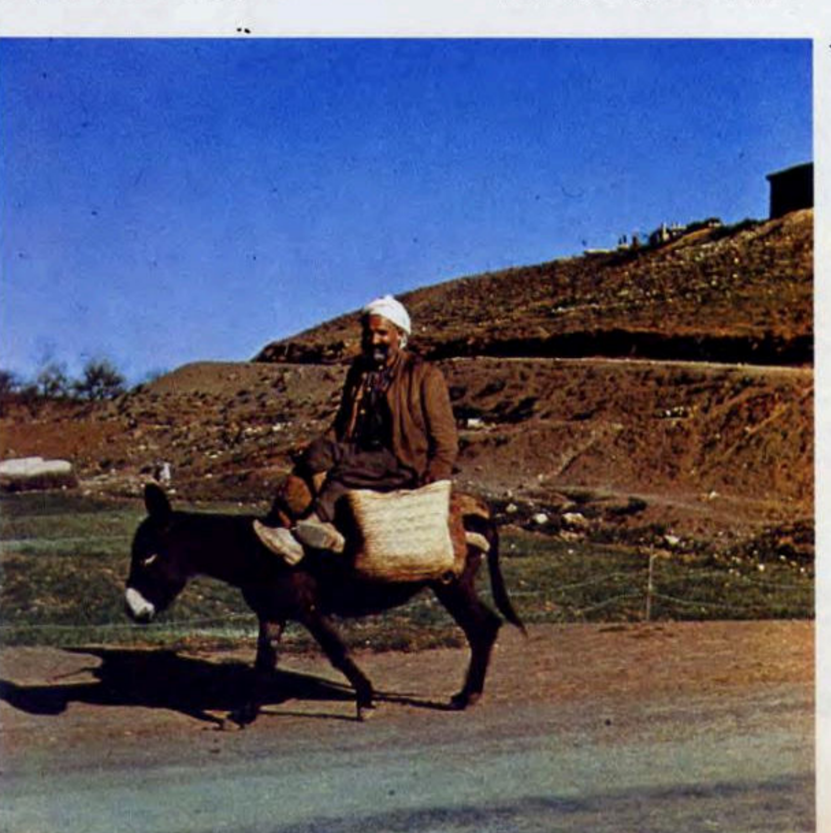
Les renseignements sur les personnes suspectes de collaboration avec l'autorité légale ou de sympathie à l'égard de la France étaient recueillis sans grande discrimination. Ils seront le plus souvent exploités dans une confusion totale, l'objectivité des indicateurs n'étant pas leur qualité maîtresse et les services spécialisés français procédant à l'intoxication sur une grande échelle.



Marguerite Sy

◄ Les bergers. Le F.L.N. en fera de précieux agents de renseignements. Plus simplement, on les appelle les *choufs*, les guetteurs. Rien ne leur échappe du passage et de l'importance des convois ou des patrouilles. Ils donnent l'alerte immédiatement.

Pour le F.L.N., ce ► sont des traîtres. Pour l'armée, des « ralliés ». Transfuges de l'A.L.N., ils se battent contre elle. Ce qui a décidé de ce choix est parfois indiscernable. Lassitude ? Retour sur soi-même ? Eux seuls le savent.



Largeron

◄ Un paysan rêveur sur son âne tranquille. Peut-être rentre-t-il tout simplement du marché. Peut-être va-t-il à quelque rendez-vous du F.L.N. Qui peut connaître ses intentions ?

Choufs, agents ► de liaison, indicateurs, « boîtes aux lettres », ou « ravitailleurs », tous ces supports de la révolution, on les trouvait parfois dans les mechtas.

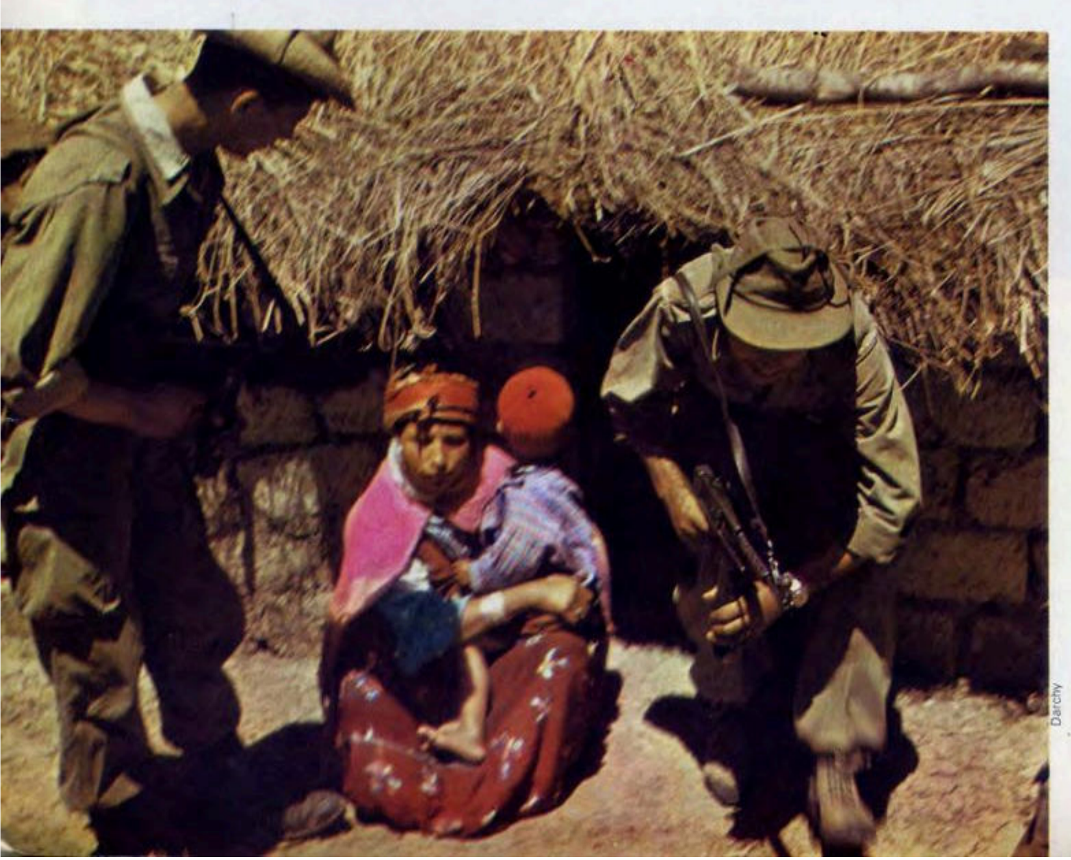
Krim Belkacem dira plus tard : « Nous n'aurions pas su grand-chose de ce qui se passait à l'intérieur sans la presse et la radio. Par elles, nous apprenions nos pertes, celles des Français, l'activité des *fidayin* et même l'existence ou l'élimination de nos unités. Nous pouvions ainsi, à coup sûr, fournir à notre service de propagande des éléments réels, qu'il accommodait à notre avantage, et déclencher l'intervention de la presse de soutien pour dénoncer les agissements des troupes françaises. »


J. Prayer

Aux échelons inférieurs, le renseignement se transmettait par agents de liaison. Il en sera de même à l'échelon de la wilaya après la destruction des réseaux radio.

Efficace dans le renseignement de détail, le système, en revanche, se révélera médiocre dès que les unités françaises feront preuve d'une plus grande mobilité. Les premières phases du plan Challe, Oranie, Ouarsenis, Hodna, surprendront le F.L.N. En Kabylie, il ne trouvera qu'une parade : la dispersion préalable.

Les comptes rendus d'activité des wilayas et des mintakas leur parvenaient si tardivement que les états-majors d'Oujda et de Ghardimaou étaient mieux et plus vite renseignés par la presse et l'écoute de la radiodiffusion française.


Darchy

Les réseaux européens de soutien au F.L.N.

A cet égard, la censure systématique était inefficace, les correspondants se faisant un malin plaisir, aux conférences officielles de presse, de grossir quelques rumeurs pour obtenir la vérité. On ne pouvait guère que différer l'acheminement des télégrammes de presse, irritant ainsi l'ensemble des journalistes. A l'exception de quelques-uns d'entre eux, acquis au F.L.N. et qu'il suffisait d'éliminer, la plupart des journalistes étaient pourtant très accessibles à de loyales explications.

Krim Belkacem ajoutera : « La connaissance des grandes opérations militaires ne nous intéressait pas beaucoup, nous n'avions aucun moyen de nous y opposer. »

La lutte contre le terrorisme à Alger, et notamment la « bataille d'Alger », démontrera la complicité d'un certain nombre d'Européens qui apportaient leur aide à la propagande, au renseignement et aux liaisons du F.L.N. Ils étaient animés soit par l'intérêt, soit par l'idéologie, soit par des sentiments charitables, soit, souvent aussi, par des raisons moins avouables.

Il y avait des avocats, tels Mes Papie, Beauvillard, Halimi, Vergez; des membres du corps enseignant, comme le professeur Touilleux, comme André Mandouze, chargé de rechercher les « exactions » françaises; des prêtres aussi : l'abbé Scotto, l'abbé Barthès, qui assuraient les liaisons avec les terroristes; d'anciens membres du parti communiste : Fernand Yveton, qui sera guillotiné, Raymonde Peschard, qui sera tuée, plus tard, dans un combat; des fonctionnaires des centres sociaux dirigés par Germaine Tillion. Des religieuses donnaient asile en leur couvent aux agents de liaison rebelles. A Notre-Dame d'Afrique, c'étaient les clarisses, qui, avant les événements d'Algérie, s'étaient déjà distinguées en cachant des légionnaires déserteurs !

Ces réseaux démantelés, le terrorisme à Alger perdra beaucoup de sa vigueur.

Quelques agents subsisteront. Abderrahmane Farès, par exemple, dont le réseau subira un sérieux échec par l'arrestation de l'un de ses agents, fonc- ▶



Derobert

◀ Ils ont toujours l'air de regarder ailleurs. Ils ont toujours l'air de remuer des pensées tranquilles, de rêver. Mais en réalité ils sont à l'affût. Certains, avec le même flegme, se feront les agents de renseignements, à la fois du F.L.N. et de l'armée française. Pris entre deux feux, ils joueront leur va-tout.

au large des côtes algériennes, chalutiers soviétiques pêchant... le renseignement !

tionnaire au Gouvernement général. Farès — un ultime recours, déclaraient les hommes politiques à la recherche d'une troisième force — ne sera jamais inquiété, sauf au moment des accords d'Évian où il parut nécessaire de lui donner l'auréole du martyr !

D'autres encore, agents doubles, parfois sans le savoir, comme Benhabylès, fonctionnaire de la Délégation générale.

Ben Chérif fera d'autres aveux et Krim d'autres confidences.

Le concours du 2e bureau égyptien

Le renseignement politique présentait, pour le F.L.N., beaucoup plus d'intérêt que le renseignement militaire. Il lui permettait d'adapter son attitude aux intentions réelles du gouvernement, de se poser en seul interlocuteur valable et d'asseoir son prestige.

« Personne n'en était exclusivement chargé, dira Ben Chérif, tous y participaient. » C'est-à-dire chaque membre du G.P.R.A., les représentants à l'étranger, les observateurs à l'O.N.U., etc.

« Tous les frères qui avaient été parlementaires, ajoutait Krim, continuaient à entretenir des relations avec leurs anciens collègues.

» Par le truchement de MM. Buron, Boulloche et Michelet, précisera-t-il, nous connaissions avec exactitude les sentiments du général de Gaulle et en particulier qu'il envisageait, à terme, l'indépendance de l'Algérie. »

M. Michelet, ministre de la Justice, avait recommandé à certains procureurs, comme Benkabylis à Oran, la plus grande mansuétude à l'égard des fellaghas arrêtés, et même d'intervenir en leur faveur.

C'est ainsi d'ailleurs que Ben Chérif, le lendemain de son arrestation, sur ordre du procureur de la République et bien qu'il eût à répondre en Algérie de nombreux assassinats, sera transféré à la prison de... Rennes, où il attendra paisiblement la fin des combats.

Le F.L.N., dès avant la rébellion, avait reçu l'aide précieuse du 2e bureau égyptien, et de son chef, le commandant Fathi ed-Dib. Les liaisons avec ses agents parisiens transiteront parfois par le poste de radio de l'ambassade d'Égypte jusqu'au jour où, probablement avertie d'une écoute, celle-ci s'y refusera.

La liaison avec la Segunda Bis, le S.R. espagnol, était assurée à Nador avec le commandant Alonso. Grâce à cet officier, le F.L.N. avait eu connaissance d'un plan franco-espagnol d'intervention contre l'Armée de libération marocaine, qui menaçait Ifni et le Rio de Oro. Le F.L.N. avait monnayé ce renseignement au roi du Maroc.

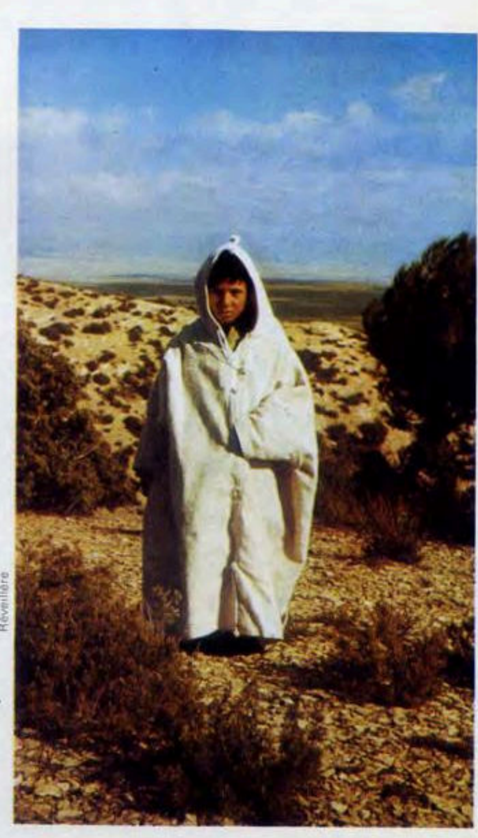
On apprit aussi les liaisons avantageuses que le F.L.N. entretenait avec la police suisse et avec l'agent commercial du consulat britannique d'Alger. La D.S.T. réclamera à plusieurs reprises un ordre d'informer contre l'intéressé, elle ne l'obtiendra jamais.

En 1960, l'état-major de l'Ouest installera près d'Oujda un centre d'écoute radio. Peu étoffé, il sera vite submergé par la masse des messages interceptés. N'étant pas en mesure de décoder les messages chiffrés, il s'attachera surtout à suivre les émissions en clair du réseau des préfectures et de la gendarmerie. Le F.L.N. suivait ainsi le déplacement des autorités. Heureusement, il n'avait plus, en Oranie, les moyens d'agir.

Plus efficace fut la présence, au large des côtes algériennes, de chalutiers soviétiques bardés d'antennes. Ils y stationnaient pendant des mois, pêchant rarement et se ravitaillant dans les ports algériens. Selon Krim Belkacem, ils remettaient leurs renseignements à Boussouf à l'occasion d'escales à Tunis.

L'organisation du S.R. du F.L.N. n'atteignit pas la perfection, mais son efficacité fut considérablement accrue par la priorité que chaque militant, à tous les échelons, accordait au renseignement et par les complicités qu'il rencontrait dans les milieux français. **H**

***



Réveillère

On a pu demander à ce jeune berger de signaler tout étranger dans les parages. Il prévient en faisant un menu feu de brindilles ou en captant le soleil dans un morceau de miroir. Le paysage se met alors à scintiller. Au maquis l'alerte est donnée. ▶

TIMGAD AU TEMPS DES CENTURIONS



Papin

Arc de triomphe. Il remplace la porte ouvrant à l'ouest, qui menait à Lambèse. C'est un bel arc à trois baies. Les deux niches au-dessus des passages contenaient des statues, aujourd'hui disparues. Une longue inscription surmontait l'ensemble. Enfin, un quadrige en bronze dominait le tout. Malgré les atteintes du temps et des hommes, il a conservé sa majesté.

On la surnomme le Pompéi africain, on a l'habitude de la prendre comme type de la ville romaine : c'est dire l'importance de Timgad.

L'emplacement portait un nom berbère, Thamugadi, déformé, de nos jours, en Timgad, lorsque les Romains décidèrent, au début du IIe s., d'y créer, de toutes pièces, une ville.

Il fallait, en effet, loger les soldats de Lambèse arrivés en fin de carrière, après un temps de service qui durait de quinze à vingt ans. Ils fondaient une famille en épousant des femmes du pays, mais désiraient demeurer non loin de leur ancienne garnison où ils avaient noué des relations amicales.

A 20 kilomètres de Lambèse, la ville était à une journée de marche, à pied ou à mulet, ce qui, en ces temps anciens, n'était pas un problème. Au pied de l'Aurès, à 1 072 m d'altitude, l'air était salubre. Une source vénérée, à proximité, attirait les colons, enfin la présence d'une ville romaine près de l'Aurès inspirait aux turbulents Chaouïas une prudence salutaire.

Cette petite agglomération, de 15 000 habitants environ, est un carré parfait divisé en îlots, également carrés, par des ▶

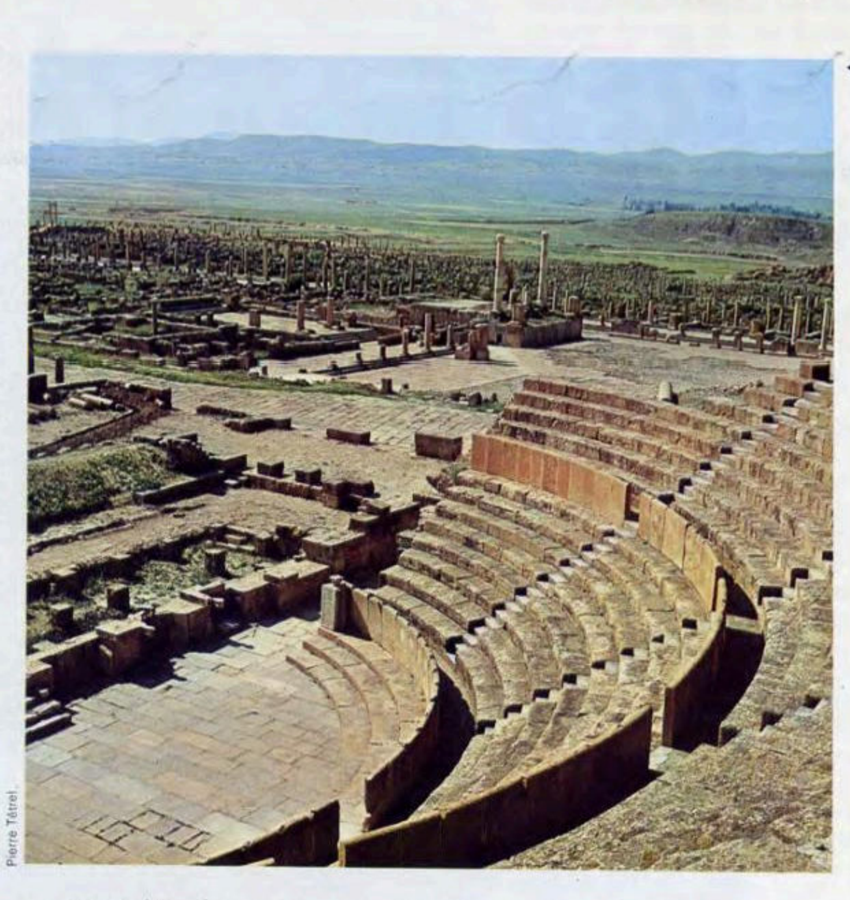
gravés sur une des marches du forum, les mots d'un jeu dont la règle est perdue : "chasser, se baigner, jouer, rire, c'est vivre"

rues rectilignes. D'avion, elle révèle son ordonnance rigoureusement géométrique, calquée sur le plan d'un camp militaire, synthèse de la technique des urbanistes jointe à la superstition des augures.

En effet, il faut d'abord s'assurer de la bienveillance céleste avant de fonder une ville et, pour cela, observer les présages.

Après les travaux préliminaires pour délimiter la ville, l'augure, prêtre chargé d'interpréter les signes, place au centre de la future ville un instrument de visée avec lequel il aligne la voie nord-sud sur l'étoile Polaire. Ce sera le *cardo,* allusion au gond autour duquel semble pivoter la voûte céleste. Puis il trace la voie est-ouest à angle droit, le *decumanus.* A leurs extrémités, quatre portes marqueront les entrées de la ville. Après cela, il ne reste plus qu'à diviser la cité en îlots par des rues secondaires parallèles aux deux grands axes, à la façon d'un damier.

Le rite du sillon va donner ensuite à la ville ses limites religieuses. A l'emplacement du futur rempart, l'augure creuse un sillon à l'aide d'une charrue, en rejetant la terre à l'extérieur et en soulevant la charrue à l'emplacement des portes. L'intérieur est le territoire religieux des vivants. L'extérieur, le *pomerium,* sera le domaine des morts, dont les tombes s'aligneront le long des routes.


Pierre Tétrel

◀ Le théâtre. Il contenait environ 3 000 places. Un passage permet d'accéder au forum. Sur la vaste esplanade réservée aux piétons, on aperçoit les colonnes du temple et, à côté, la curie.

Les embarras de la circulation

Pénétrons dans Timgad par la route de Lambèse qu'empruntaient les soldats. La porte qui franchissait les remparts fut refaite à la fin du Ier s. et prit l'aspect d'un arc de triomphe, c'est l'arc dit *de Trajan,* comportant une baie pour les véhicules et deux pour les piétons. Ceux-ci se trouvaient ainsi de plain-pied sur le « trottoir » abrités du soleil, comme à Ghardaïa, par des arcades dont il ne reste plus que les colonnes, et sous lesquelles les badauds, assis par terre, regardaient l'animation de la voie. Seule l'empreinte des roues nous indique maintenant ce que fut l'intensité du trafic sur ce *decumanus.* Cinq mètres de largeur, ce n'est pas trop pour se croiser ; aussi, les embouteillages, les jurons des cochers, les quolibets des passants, les ânes chargés, devaient rendre singulièrement vivantes ces rues aujourd'hui muettes. Des fontaines en ornaient les angles. Au sol, l'eau était recueillie dans des canalisations aux bouches évidées en forme de fleurs.

En arrivant à l'intersection de deux voies, l'animation augmentait, des boutiques transformaient l'endroit en un petit souk. Face au *cardo,* un escalier conduisait à une porte monumentale. Bien qu'invisible de la « rue », c'est là que battait le cœur de la ville, je veux parler du forum.

Cette vaste esplanade de 50 mètres de long est entourée d'un portique. Là, sont groupés les monuments officiels de la ville. Place interdite aux véhicules, le piéton y était roi.

Sous l'ombre du portique, les désœuvrés passaient le temps en jouant aux billes (avec des noix) grâce aux cavités creusées à cet effet dans les dalles, ou bien à ce jeu curieux gravé sur une mar-

La ville s'agrandit ▶ rapidement au IIe siècle de notre ère, brise ses murailles. Au-delà de l'arc de triomphe, un faubourg s'étend, où s'élèveront le Capitole et un nouveau marché, puis la cathédrale de l'évêque Donat.


Bernard Quesnel


Bergèse

che et dont on ignore la règle. On y lit : *VENARI. LAVARI. LUDERE. RIDERE. HOC EST VIVERE;* c'est-à-dire : chasser, se baigner, jouer, rire, c'est vivre. On y faisait avancer des pions, qui pouvaient être simplement des noyaux ou bien du crottin de chameau, comme font encore de nos jours les enfants du Maghreb.

Mais des occupations plus sérieuses retenaient les flâneurs. Sur la place, voici d'abord le temple, dédié peut-être à la Victoire et dont le podium aménagé servait de tribune aux harangues pour les campagnes électorales.

Un brouhaha tout oriental

D'ailleurs, la *curie* est à côté, qui abritait les réunions du conseil municipal de l'époque. Une statue de la Concorde en précédait l'entrée.

Les édiles fortunés avaient encombré la place de statues : dieux, empereurs, ou tout simplement eux-mêmes, qu'ils offraient généreusement à leurs concitoyens. C'était une façon sûre de passer à la postérité et ils y ont réussi car, si les statues sont depuis longtemps brisées, les bases sont restées avec leurs dédicaces et nous renseignent sur leurs activités.

De l'autre côté de la place, voici l'emplacement de la *basilique*. Ce terme désigne, non pas un monument religieux, mais un bâtiment, chambre de commerce et palais de justice tout à la fois, qui comprend, à Timgad, outre une salle des pas perdus, des pièces attenantes permettant plusieurs plaidoiries simultanées. Dans un brouhaha tout oriental, au milieu de la cacophonie, on peut imaginer la foule qui se pressait en ce lieu.

Le confort du forum comprend aussi, à quelques marches en contrebas, des latrines publiques. Elles méritent leur terme de « publiques » puisqu'on pouvait s'y rendre de compagnie. Elles réunissaient une assemblée de 25 personnes sur des sièges de marbre. Des fauteuils à deux places permettaient de lier conversation plus commodément, dans le clapotis de l'eau courante des fontaines.

Accolé au forum, le théâtre complète cet ensemble monumental. Centre de loisirs important, il peut contenir 3 500 à 4 000 places, chiffre énorme pour une si petite localité, mais les représentations attiraient aussi les campagnards, heureux de se rendre en ville. On n'y donnait guère de grandes tragédies, mais plutôt des mimes, des comédies grivoises, ou des représentations à grand spectacle, genre Folies-Bergère : Apulée raconte qu'il y vit « des femmes vêtues de voiles légers que le vent soulevait ».

Mais ces anciens militaires avaient aussi des préoccupations culturelles puisque à Timgad se trouve la seule bibliothèque municipale exhumée dans le monde romain, avec celle d'Ephèse, en Turquie. C'est une salle semi-circulaire sur les côtés de laquelle on aperçoit les armoires où l'on rangeait les rouleaux de parchemin, ancêtres de nos livres actuels. Elle pouvait en contenir jusqu'à 23 000. On s'asseyait par terre pour les consulter.

Un temple à Jupiter, Junon et Minerve...

Enfin, un marché, en contrebas de la basilique complétait cet ensemble de monuments officiels. Autour de deux cours, les boutiques s'ordonnaient sous les portiques. La petite ville comptait aussi au moins une douzaine de bains publics, qui montrent l'importance que tenaient les thermes dans la vie des citadins antiques.

Timgad grandit vite, et finit par enjamber les remparts qui la corsetaient. On les abattit et des maisons les remplacèrent. Alentour, les faubourgs poussèrent à leur guise, dans le désordre de ▶

◀ **Amphithéâtre de Lambèse. Les soldats qui aimaient les jeux brutaux se réunissaient dans cet amphithéâtre, situé à proximité du camp. Les fouilles, *au centre*, laissent apercevoir les installations souterraines. Au loin, un horizon de djebels bleuâtres.**



Vue générale de Lambèse. Comme Timgad, et à une vingtaine de kilomètres, elle est située au pied de l'Aurès. C'est là que se trouvait cantonnée la IIIe légion Augusta. Plus tard, la ville devint capitale.

puis vinrent les Maures, qui saccagèrent...

rues sinueuses, où s'installèrent artisans et ouvriers.

On s'aperçut alors qu'il manquait un monument essentiel à la cité pour imiter Rome : un Capitole, c'est-à-dire un temple aux trois divinités romaines : Jupiter, Junon et Minerve. On répara cet oubli en érigeant dans le faubourg ouest un majestueux monument enclos dans une vaste enceinte et qui dominait la ville. Il s'annonçait de la rue par une colonnade. Sur un haut podium, les colonnes du temple s'élèvent à une hauteur de 12 mètres, et les chapiteaux gisant à terre ont la grandeur d'un homme.

Le populaire Saturne

A ses pieds, un mécène, Sertius, fit construire un second marché, bien nécessaire avec l'agrandissement de la ville. Afin que nul n'ignorât l'identité du généreux donateur, sa statue et celle de sa femme accueillaient les acheteurs à la porte d'entrée, puis de nouveau à l'intérieur — la beauté de sa femme ne justifiant pas, hélas ! une telle prodigalité de portraits. Enfin, le nom de Sertius s'inscrivait en gros caractères sur l'architrave interne, publicité bien faite, on le voit.

Au sud, la masse du fort byzantin a révélé dans ses flancs, sous les constructions de l'époque, un sanctuaire du IIIe s. Une source, répondant au nom d'Aqua Septimiana Felix, était vénérée en ce lieu. On lui érigea un grand sanctuaire comprenant une piscine bien conservée, jadis dallée de marbre et bordée d'une balustrade de bronze, dominée par trois chapelles sous lesquelles passaient les eaux sacrées avant de s'écouler dans le bassin. Elle était précédée d'une cour à portique, demeurée à l'extérieur du fort. Nous ignorerons sans doute toujours quel pouvoir guérisseur avaient ces eaux ou quelles vertus bénéfiques on leur attribuait.

Mais la divinité la plus populaire était, comme dans toute l'Afrique, Saturne. Les restes décevants de son temple s'aperçoivent hors de la cité, tandis que les nombreuses stèles que la piété des fidèles lui dédia sont rassemblées le long du musée.

Les maisons ont perdu la magnifique parure de leurs mosaïques qui s'étalaient comme de somptueux tapis. Ces dernières sont maintenant au musée, où l'on admire leur variété.

Le grand événement de cette ville sans histoire allait être l'apparition du christianisme. Plusieurs églises attestent sa vivacité. Mais elle réussit à se hausser jusqu'à la célébrité en se jetant avec fougue dans le schisme donatiste qui passionna les Africains du IVe s. Elle devint pour un temps la capitale de l'évêque Donat, son grand leader, qui bâtit une cathédrale dont les vestiges se dressent au haut d'une colline. A ses côtés le baptistère a conservé, intacte, la parure de mosaïques de sa cuve.

Insouciante et banale, Timgad n'a pas livré de grandes œuvres d'art. Son mérite réside justement en ce qu'elle fut une médiocre ville de province, qui nous dévoile la vie de l'Africain moyen sous l'Empire romain, ambitionnant la considération de ses concitoyens.

Au début du Ve s., elle devint la proie des Maures insoumis de l'Aurès qui, profitant des faiblesses de l'Empire, la saccagèrent et déportèrent ses habitants.

Le fort byzantin, gigantesque construction du VIe s., est le dernier soubresaut d'une vie précaire qui s'étiolait, au moment où l'Empire se désagrégeait avant d'entrer dans l'agonie finale. H

Odette BOUCHER



Le *cardo*. L'animation était intense sur cette voie ▶ principale. Le passage des chars a laissé son empreinte sur les larges dalles posées de biais. Le trottoir était bordé de boutiques dont demeurent les fondations et les murs.

Pierre Tétrel

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier

Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur : ***Yves Courrière***
Conseiller auprès de la Direction : ***Général Beaufre***
Rédacteur en chef : ***Jean Fontugne***
Adjoints : ***Jacques Kohlmann***, ***Marie Elbe***
Chef service photo : ***François Wittmann***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***
Administration : ***Christian Clerc***
Maquettiste : ***Edmond Fréson***

Dessinateur : ***John Batchelor***
Fabrication : ***Roger Brimeur***
Secrétariat de la rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Adjoint : ***Charles Meyer***
Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Assistantes : ***Chantal de Pinsun***, ***Françoise Rose***
Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Abonnements : ***Jean-Loup Pellé***

RÉDACTION-ADMINISTRATION
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy Dumoncel, PARIS-14ᵉ **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. — Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14ᵉ. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :

1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :

FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070 BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :

1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48ᵉ numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Avril 1958

FRANCE

1ᵉʳ : grève des transports.
2 : déclaration de Félix Gaillard sur la situation économique.
12 : fixation des prix agricoles.
12 : échec des « bons offices » dû à l'intransigeance de Bourguiba dans le différend franco-tunisien. Convocation de l'Assemblée en session extraordinaire.
13-14 : déclarations dures contre les « bons offices ». Bidault : « Il s'agit, en vérité, de tout l'avenir de notre peuple, du pétrole, de notre indépendance économique... » Soustelle : « C'est la liquidation totale des positions françaises en Afrique du Nord que l'on prépare. »
15 : débats passionnés à l'Assemblée nationale. La confiance est refusée au gouvernement par 321 voix contre 255. Félix Gaillard démissionne.
18 : mort du général Gamelin.
20 : Georges Bidault tente de former le gouvernement, mais se heurte au M.R.P. qui n'y est pas favorable.
20 : René Coty : « Ce n'est plus une crise parlementaire, c'est une crise nationale. »
27 : pertes des communistes, républicains sociaux et radicaux aux élections cantonales.
29 : René Pleven va s'efforcer de dénouer la crise. Il a préparé une « charte algérienne » qu'il souhaite voir adoptée par l'ensemble de la représentation nationale avant toute présentation d'un gouvernement à l'investiture.
29 : campagne de pétitions et d'affiches pour le retour au pouvoir du général de Gaulle.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

3 : livraison d'armes des pays communistes à l'Égypte.
4 : entretiens Bourguiba-Murphy-Beeley.
7 : incident à la frontière algéro-tunisienne.
15 : crise ministérielle au Maroc.
15 : décrets d'application de la loi-cadre en Algérie.
16 : dissolution du cabinet Si Bekkai au Maroc.
26 : passant outre à l'interdiction de Robert Lacoste, 30 000 personnes manifestent à Alger à l'appel du Comité d'Entente des Anciens Combattants et de l'U.S.R.A.F. Des banderoles proclament : « Contre le régime, l'armée au pouvoir. » Une motion exige « la constitution d'un gouvernement de Salut public, seul capable de restaurer la grandeur et l'indépendance de la France. »
27-30 : conférence maghrébine de Tanger réunissant les représentants de l'Istiqlal, du Néo-Destour et du F.L.N. Quatre points à l'ordre du jour : guerre d'indépendance en Algérie - liquidation des séquelles de la domination coloniale dans les pays du Maghreb - union du Maghreb arabe - organismes permanents d'exécution des décisions de la Conférence.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



LA FIÈVRE MONTE DANS L'ARMÉE

Sommaire

● **« Jeanne-d'Arc »**
On appelle aussi la « Maison de la foi » ce centre d'instruction de Philippeville, école de contre-guérilla formant des dizaines d'officiers. Une devise : « Croire et oser. »

● **La jeune garde**
Les lycéens rejoignent leurs aînés, l'Association générale des étudiants d'Algérie. Nombreux sont ceux qui abandonnent, pour un temps, leurs études afin de participer au mouvement de défense. Ils seront en tête de la manifestation, le 13 mai.

● **Un petit poste-piton**
« Dans les djebels les plus déserts, les plus escarpés, les tours radio, les postes avancés de compagnies, les postes de protection, de surveillance se dressent sur les pains de sucre de roc, dans les gorges les plus maudites au milieu de trois réseaux de barbelés. » Quelle était la vie quotidienne de ces hommes ?

● **Lagaillarde et les « Sept »**
Depuis des semaines, ils préparent la manifestation du 13 mai. Ils provoqueront l'effondrement du régime sans que le sang soit versé. Qui étaient ces hommes ? D'où venaient-ils ?

● **Alger, le 12 mai**
Depuis l'imposante démonstration du 26 avril, les Européens sont en état de « mobilisation » en Afrique du Nord. Comment gaullistes, comités d'entente, étudiants et lycéens préparent-ils la mise à mort du « système » ?

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 3ᵉ trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 243 - 11 septembre 1972.

LE COURRIER DE LA COLÈRE

Le Courrier de LA COLÈRE
Administration - Rédaction - Publicité :
9, rue du Hanovre, Paris, 2me
Tél. : RIChelieu 53-95

Je dirai simplement, parce qu'il faut que quelqu'un le dise, quelle honte, quelle révolte se lèvent dans le cœur des bons français.
GÉNÉRAL DE GAULLE

HEBDOMADAIRE POLITIQUE PARAISSANT LE JEUDI
NUMÉRO 16 — 50 FRANCS — 6 MARS 1958

ATTENTION, PRINCES, AU JUGEMENT DE L'HISTOIRE !



L'hebdomadaire de Michel Debré, le 6 mars 1958. Une cible : « Les princes qui nous gouvernent. » Une question : « Qu'ont-ils fait de l'Union Française ? » Une affirmation : « C'est en Afrique que l'Europe doit être défendue. » Et un seul recours : de Gaulle. Le Courrier de la Colère *est la publication de choc qui annonce la sortie du désert de l'homme du 18 juin...*